

# Balance suisse des paiements 2008

Septembre 2009

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK





Banque nationale suisse  
Balance suisse des paiements 2008

**Editeur**

Banque nationale suisse  
Statistique  
CH-8022 Zurich  
Téléphone +41 44 631 31 11

**Renseignements**

bop@snb.ch

**Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse**

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14  
E-mail: library@snb.ch

**Langues**

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

**Internet**

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications*.

**Copyright** ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales.

Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

La BNS met en outre à disposition des informations et des données qui proviennent de ses propres sources et quelques données qu'elle tire de sources tierces et traite ultérieurement. Ces informations et données peuvent être non seulement utilisées, mais aussi, avec indication de la source, traduites, retransmises ou employées d'une autre manière conforme aux dispositions, tant que cela reste à des fins non commerciales.

**Limitation de la responsabilité**

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

La BNS ne garantit pas non plus que l'utilisation de données provenant de sources tierces et mises à disposition par elle soit licite.

Dans la mesure où les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

© Banque nationale suisse, Zurich 2009

**Imprimé en**

septembre 2009

**Impression**

FO-Fotorotar, CH-8132 Egg/ZH

ISSN 1661-1497 (version imprimée)

ISSN 1661-1500 (version électronique)

# Table des matières

Page

4	<b>Résumé</b>
6	<b>Balance des transactions courantes</b>
8	Biens
10	Services
13	Revenus du travail
14	Revenus de capitaux
16	Transferts courants
17	<b>Mouvements de capitaux</b>
18	Investissements directs
20	Investissements de portefeuille
21	Produits dérivés et structurés
22	Autres mouvements de capitaux
22	Crédits des banques commerciales
23	Crédits des entreprises
23	Crédits de la Banque nationale
23	Autres investissements
24	Réserves monétaires
25	<b>Erreurs et omissions nettes</b>
26	<b>Commentaires</b>
29	<b>Fondements juridiques</b>
29	<b>Fondements méthodologiques</b>
31	<b>Définition des groupes de branches</b>
32	<b>Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs</b>
A1	<b>Tableaux</b>
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	<b>Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements</b>

## Résumé

La crise financière a eu de sensibles répercussions sur la balance suisse des paiements. Elle a en particulier influé sur les revenus tirés des investissements directs à l'étranger, qui ont considérablement reculé en raison, principalement, des pertes importantes enregistrées par les filiales à l'étranger des banques. Ces pertes ont été d'une telle ampleur que les recettes, tant en termes de revenus des investissements directs que de revenus de capitaux, ont été inférieures aux dépenses. Pour la première fois dans l'histoire de la statistique sur la balance des transactions courantes, soit depuis 1947, le solde des revenus de capitaux était négatif, ce qui a entraîné un sensible repli de l'excédent de cette balance, qui a passé de 52 milliards de francs à 13 milliards. Cet excédent, qui représente 2% du produit intérieur brut (10% en 2007), se situe à son plus bas niveau depuis le début des années 1980. Abstraction faite des pertes des banques, il aurait été presque aussi élevé qu'en 2007.

Dans les mouvements de capitaux, les mesures adoptées pour combattre la crise financière se sont surtout traduites par une réduction considérable des créances et des engagements des banques vis-à-vis d'établissements bancaires à l'étranger. La Banque nationale a mis des liquidités supplémentaires à la disposition également des banques centrales et des banques à l'étranger, afin de contribuer à résoudre les problèmes sur les marchés monétaires internationaux. Ses exportations de capitaux se sont ainsi fortement accrues. Les grandes banques suisses ont dû émettre des emprunts et des actions pour renforcer leur dotation en fonds propres, générant de ce fait des importations de capitaux tant au titre des investissements de portefeuille en Suisse qu'au titre des autres investissements. Les transactions visant à rendre le système financier suisse plus robuste ont nettement influé sur les investissements de portefeuille à l'étranger: la société à but spécial de la Banque nationale a ainsi repris, en 2008, une première tranche d'actifs illiquides d'UBS, tandis que la Confédération a souscrit un emprunt à conversion obligatoire lancé par cet établissement bancaire. Ces actifs illiquides étant détenus par des filiales d'UBS à l'étranger et l'emprunt ayant été émis hors de Suisse, ces opérations ont été comptabilisées en tant qu'investissements de portefeuille à l'étranger.

### **Balance des transactions courantes**

Les revenus découlant des capitaux étrangers investis en Suisse (dépenses) ont dépassé de 25 milliards de francs ceux tirés des placements suisses à l'étranger (recettes). Cette évolution exceptionnelle, observée pour la première fois, est liée aux pertes des filiales à l'étranger des banques, qui ont énormément pesé sur les recettes des investissements directs à

l'étranger. Ces dernières ont passé de 60 milliards de francs à 8 milliards. Les revenus des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) ont fléchi eux aussi, reculant toutefois de 9 milliards de francs seulement pour s'établir à 44 milliards. Les revenus issus des investissements directs ont donc dégagé un solde passif de 37 milliards de francs. La baisse des taux d'intérêt et la diminution des fonds investis ont influé sur les revenus au titre des investissements de portefeuille et des opérations d'intérêts des banques (autres placements). Les revenus nets des investissements de portefeuille ont reculé.

La crise financière ne s'est reflétée dans les données de l'économie réelle que vers la fin de l'année. Les échanges de biens avec l'étranger (commerce spécial) ont évolué avec dynamisme au cours des trois premiers trimestres de 2008. Au quatrième trimestre, les exportations comme les importations ont reculé. Sur l'ensemble de l'année, les recettes provenant des exportations de biens se sont accrues de 5% et les dépenses au titre des importations de biens, de 2%. La croissance des exportations ayant été plus forte que celle des importations, le solde actif de la balance commerciale a augmenté de 5 milliards de francs pour atteindre 19 milliards. Un tel solde actif n'avait jamais été enregistré dans les échanges de biens. Les recettes tirées des exportations de services ont elles aussi marqué une hausse (+7%). Celles du commerce de transit ont même progressé de 35%. Un accroissement des recettes a également été observé dans le tourisme. Par contre, celles que les banques tirent de leurs services financiers ont nettement reculé, du fait principalement d'un fléchissement des revenus issus de la gestion de fortune. Cela reflète la baisse des cours des actions et la diminution des opérations sur titres. Les dépenses pour les importations de services ont augmenté de 3%, en raison surtout de paiements accrus au titre des licences et brevets. Les dépenses afférentes à des voyages à l'étranger (tourisme) ont légèrement fléchi. Dans les échanges de services, le solde actif a progressé de 5 milliards de francs, atteignant 50 milliards, ce qui constitue également un niveau record. Malgré ces excédents très élevés dans les biens et les services, le solde actif de la balance des transactions courantes a passé de 52 milliards de francs à 13 milliards, à la suite du recul massif susmentionné des revenus tirés des investissements directs.

### **Mouvements de capitaux**

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 48 milliards de francs, contre 73 milliards en 2007. Cette baisse s'explique surtout par les investissements moindres des sociétés financières et holdings, qui se sont établis à 9 milliards de francs (2007: 26 milliards). Les investissements ont majoritairement concerné les Etats-Unis et les

centres financiers offshore d'Europe, alors que des fonds considérables ont été rapatriés d'Asie. Dans le domaine des investissements directs étrangers en Suisse, les rapatriements de fonds, auxquels ont procédé principalement des investisseurs de l'UE (à 27), ont été supérieurs de 2 milliards de francs aux nouveaux investissements.

Dans les investissements de portefeuille, les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 71 milliards de francs, dont la majeure partie concernait des obligations et des *notes*. Ce montant comprend la reprise par la société à but spécial de la Banque nationale de la première tranche d'actifs illiquides d'UBS détenus à l'étranger et la souscription par la Confédération d'un emprunt à conversion obligatoire qu'UBS a émis à l'étranger. Ces deux transactions représentent un tiers des investissements en obligations et en *notes*. Les achats de titres de participation ont porté dans une large mesure sur des actions, alors que des parts de placements collectifs ont été vendues. Les investisseurs étrangers ont placé un montant net de 33 milliards de francs en titres d'émetteurs suisses, principalement en actions et en parts de placements collectifs. Une partie des investissements en actions était liée aux augmentations de capital des grandes banques suisses.

Les banques ont considérablement réduit leurs avoirs interbancaires en raison de la crise financière: vis-à-vis des banques à l'étranger, leurs créances ont baissé de 337 milliards de francs et leurs engagements, de 346 milliards. Les problèmes sur le marché interbancaire ont amené la Banque nationale à approvisionner généreusement le marché monétaire en liquidités. Pour ce faire, elle a conclu des pensions de titres et des swaps également avec des banques centrales et des banques à l'étranger. Tandis que les mouvements de capitaux des banques se sont soldés par une importation nette de fonds de 63 milliards de francs, ceux de la Banque nationale ont entraîné une exportation nette de capitaux de 35 milliards (autres mouvements de capitaux).

Les autres investissements ont enregistré une importation nette de fonds de 38 milliards de francs, alors que des capitaux avaient été exportés pour un montant net de 10 milliards l'année précédente. En 2008, les entrées de capitaux ont résulté, d'une part, de la liquidation de fonds fiduciaires placés à l'étranger et, d'autre part, des importations de fonds destinées au renforcement de la dotation en fonds propres des grandes banques.

La Banque nationale a vendu 105 tonnes d'or au secteur privé, achevant ainsi la vente de 250 tonnes d'or, au total, dans le cadre du second accord sur l'or conclu en mars 2004. Elle a placé le produit de la vente, soit 3 milliards de francs, dans des titres.

## Soldes de la balance des paiements

En milliards de francs

Tableau 1

	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Balance des transactions courantes</b>	<b>60.4</b>	<b>65.0</b>	<b>74.6</b>	<b>52.2</b>	<b>13.0</b>
Biens	6.7	3.0	5.1	9.4	15.0
Services	30.4	33.5	39.3	45.3	49.9
Revenus du travail	-10.0	-10.4	-11.2	-12.5	-13.5
Revenus de capitaux	41.5	52.7	53.2	21.4	-24.5
Transferts courants	-8.1	-13.8	-11.7	-11.3	-14.0
<b>Transferts en capital</b>	<b>-3.9</b>	<b>-2.8</b>	<b>-5.4</b>	<b>-5.0</b>	<b>-3.9</b>
<b>Mouvements de capitaux</b>	<b>-71.5</b>	<b>-84.4</b>	<b>-91.9</b>	<b>-51.9</b>	<b>-22.8</b>
Investissements directs	-31.5	-64.8	-56.4	-16.8	-49.7
Investissements de portefeuille	-49.7	-59.2	-53.5	-23.3	-37.7
Produits dérivés et structurés			-3.7	-12.8	7.4
Autres mouvements de capitaux	11.6	16.9	22.1	5.0	60.5
dont					
Crédits des banques commerciales	16.9	2.1	23.2	5.7	62.8
Crédits des entreprises	-12.7	16.9	15.6	6.6	-11.0
Crédits de la Banque nationale	-1.5	-1.2	0.7	0.0	-35.0
Autres investissements	8.5	-0.9	-18.0	-10.3	38.3
Réserves monétaires	-1.9	22.7	-0.4	-4.1	-3.4
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>15.0</b>	<b>22.2</b>	<b>22.8</b>	<b>4.8</b>	<b>13.7</b>

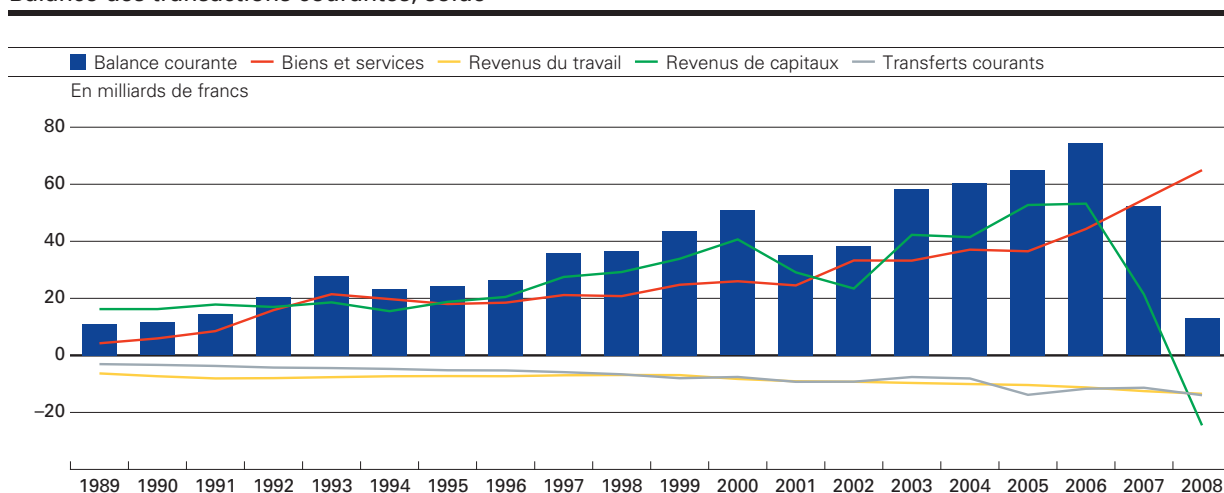
## Balance des transactions courantes

Du fait de l'évolution des revenus de capitaux ces deux dernières années, le solde actif de la balance des transactions courantes a passé d'un niveau record de 75 milliards de francs en 2006 à 13 milliards en 2008. Sa part au produit intérieur brut a donc diminué pour s'établir à 2% en 2008, contre 15% deux ans auparavant.

Pour la première fois depuis que la balance des transactions courantes est dressée, soit depuis 1947, les revenus de capitaux ont dégagé un excédent de dépenses de 25 milliards de francs, dû à l'effondrement des

recettes issues des investissements directs des banques. En 2007, ils s'étaient soldés par un excédent de recettes de 21 milliards de francs. Les échanges de biens et de services ont en revanche progressé, même si la dynamique s'est ralentie vers la fin de l'année. Les exportations s'étant accrues davantage que les importations, le solde actif des échanges de biens et de services a augmenté de 10 milliards, pour atteindre un niveau record de 65 milliards de francs. Une fois encore, les revenus du travail et les transferts courants ont enregistré un excédent de dépenses (14 milliards de francs chacun).

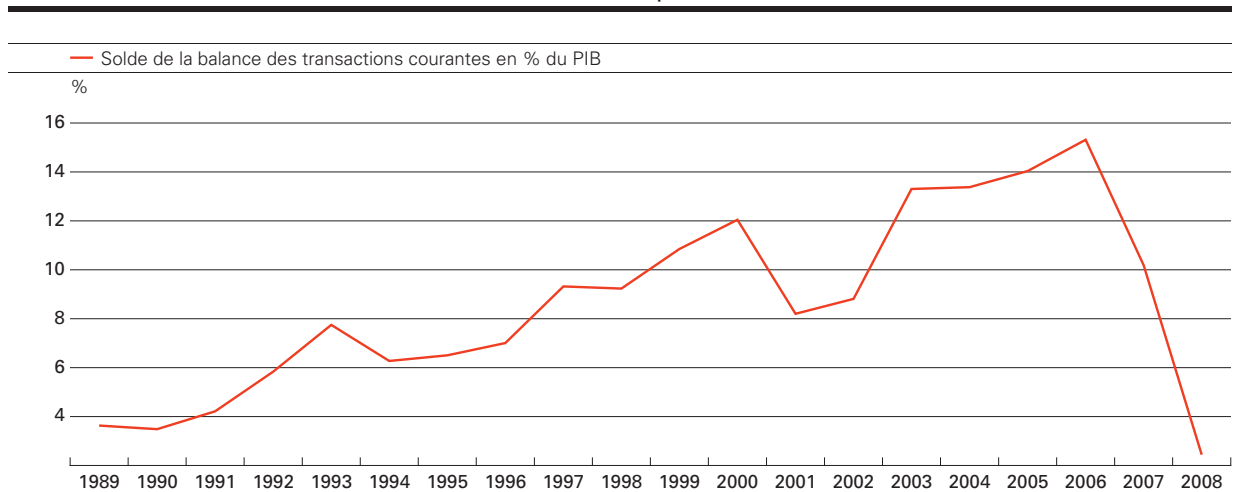
Graphique 1  
Balance des transactions courantes, solde





Graphique 2

Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



## Biens

### Commerce extérieur (commerce spécial)

Les échanges de biens (commerce spécial) ont évolué avec dynamisme au cours des trois premiers trimestres de 2008. Au quatrième trimestre, les exportations et les importations ont fortement reculé. Sur l'ensemble de l'année, les recettes découlant des exportations ont progressé de 5% et les dépenses dues aux importations, de 2%. Les recettes s'étant accrues davantage que les dépenses, le solde actif de la balance commerciale a augmenté de 5 milliards pour atteindre 19 milliards de francs, ce qui constitue un nouveau record.

Les trois principales branches exportatrices ont pu accroître leurs ventes à l'étranger. La chimie a enregistré une hausse de 5%, grâce aux exportations de produits immunologiques. Les ventes à l'étranger de l'industrie des machines et de l'électronique ont augmenté de 2%, et celles du domaine « Instruments de précision, horlogerie et bijouterie », de 7%. Les exportations d'agents énergétiques ont connu la plus forte progression (+32%), principalement en raison de prix plus élevés. Quelques branches exportatrices ont cependant essuyé un recul de leurs ventes à l'étranger: 1% de moins qu'en 2007 pour l'industrie métallurgique et -4% pour l'industrie textile, qui a subi la baisse la plus marquée.

Les ventes aux pays de l'UE (à 27) ont progressé de 3%. L'Allemagne, le plus important partenaire com-

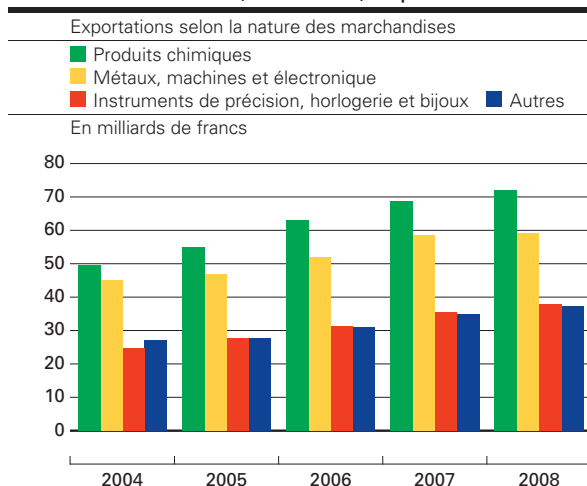
mercial de la Suisse, a acquis davantage de produits suisses (+2%) qu'en 2007. Les exportations de biens vers la France et l'Italie ont augmenté de respectivement 6% et 4%. Quant à celles vers les Etats-Unis, elles se sont accrues de 6%, grâce principalement aux produits pharmaceutiques. La croissance des exportations vers les pays en transformation, en particulier la Chine (+16%), et vers les pays en développement était supérieure à la moyenne.

Du côté des importations, celles de biens de consommation ont marqué une hausse de 3% par rapport à 2007. Les biens d'équipement ont augmenté de 1%. A l'instar des exportations, les importations d'agents énergétiques ont enregistré la progression la plus importante (+32%), celle-ci résultant, pour les deux tiers, de prix plus élevés et, pour un tiers, d'un accroissement des quantités importées. Les achats de matières premières et de produits semi-finis ont en revanche considérablement diminué (-7%), en raison notamment d'un recul des importations de produits semi-finis.

Les importations provenant de l'UE (à 27) étaient légèrement supérieures (+1%) à celles de 2007, l'Allemagne ayant accru de 4% ses ventes de biens à la Suisse. Les livraisons des Etats-Unis ont stagné. La plus forte hausse a été observée dans les importations en provenance des pays en développement (+26%); celles venant des pays en transformation ont, quant à elles, marqué un léger repli.

Graphique 3

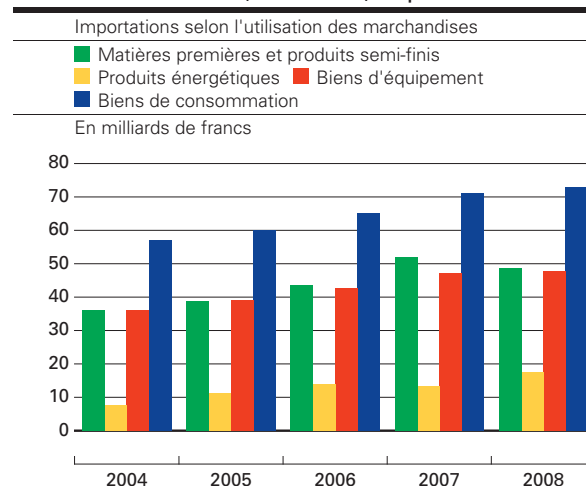
### Commerce extérieur, en valeur, exportations



Source: AFD.

Graphique 4

### Commerce extérieur, en valeur, importations



Source: AFD.

## Autres biens

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution des «Autres biens». Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations qui portent sur les quantités comme sur les prix. En 2008, le négoce du platine et des diamants a été prépondérant tant au niveau des recettes que des dépenses. Dans l'ensemble, les recettes découlant des exportations ont augmenté de 12% et les dépenses dues aux importations, de 7%. L'excédent de dépenses a diminué d'un milliard, passant à 4 milliards de francs.

## Commerce extérieur (commerce spécial) en 2008: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations en milliards de francs	Importations en milliards de francs	Exportations Variation en % par rapport à l'année précédente	Importations Variation en % par rapport à l'année précédente
UE (à 27)	127.7	151.8	2.6	1.0
dont				
Allemagne	41.8	64.8	1.6	4.2
France	17.7	18.0	6.4	1.0
Italie	18.2	21.4	4.0	3.7
Etats-Unis	19.5	9.4	5.8	0.2
Pays en transformation	10.8	6.7	14.1	-2.3
dont				
Chine	5.5	5.0	15.5	4.5
Economies émergentes	19.8	6.5	6.0	1.5
Pays en développement	16.6	7.7	13.6	26.0
Autres	12.0	4.7	0.0	5.6
<b>Total</b>	<b>206.3</b>	<b>186.9</b>	<b>4.5</b>	<b>1.8</b>

Source: AFD.

## Services

### Tourisme

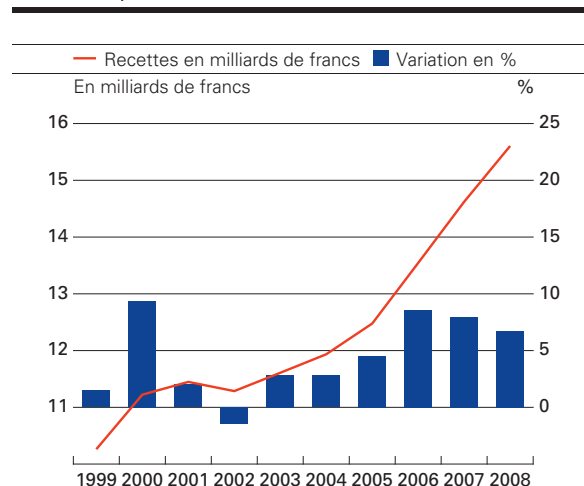
Malgré le raffermissement du franc et l'évolution modérée des revenus dans les pays d'origine, les nuitées d'hôtes étrangers en Suisse ont progressé en 2008. Les recettes tirées du tourisme ont atteint 16 milliards de francs, en hausse de 7%. D'une année à l'autre, les hôtes des Pays-Bas, de France et d'Allemagne sont venus en plus grand nombre, alors que ceux en provenance des Etats-Unis et d'Asie ont été nettement moins nombreux. Dans le trafic journalier et de transit, les voyageurs étrangers ont dépensé en Suisse davantage qu'en 2007 (+4%).

Contrairement aux recettes, les dépenses du tourisme ont baissé de 2% pour s'établir à 12 milliards de francs. Les résidents ont dépensé moins à l'étranger (-3%), notamment pour les séjours de vacances et d'affaires. Dans le trafic journalier, leurs dépenses à l'étranger ont stagné au niveau de 2007.

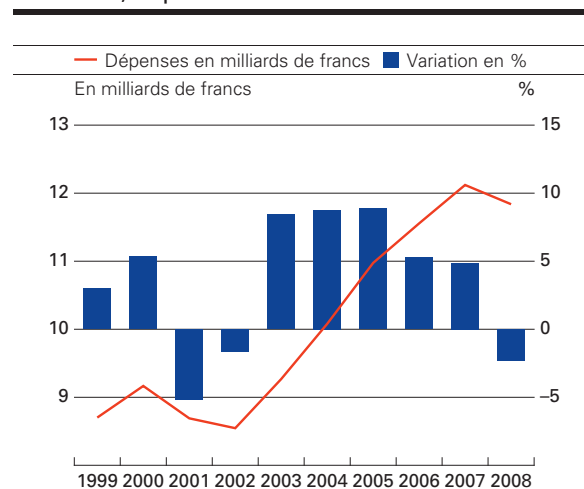
### Assurances

Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une partie de ces primes est donc comptabilisée dans les «Services»; le reste des primes, les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions sont pris en compte dans les «Transferts courants». Les primes encaissées étant plus élevées, les recettes tirées des exportations de prestations d'assurances ont progressé de 9% pour atteindre 6 milliards de francs. Les dépenses pour des importations de prestations d'assurances ont elles aussi augmenté. Les affaires des réassureurs – le principal segment des opérations sur le plan international des compagnies d'assurances – jouent un rôle prédominant dans l'évolution tant des recettes que des dépenses.

Graphique 5  
Tourisme, recettes



Graphique 6  
Tourisme, dépenses



### Commerce de transit

Les revenus tirés du commerce de transit (merchanting) se sont fortement accrus pendant les trois premiers trimestres, en raison principalement de prix plus élevés. Les prix des matières premières ont commencé à baisser au troisième trimestre déjà. Leur recul s'est accentué au dernier trimestre, entraînant alors une chute des revenus du commerce de transit. Sur l'ensemble de l'année, ceux-ci ont néanmoins augmenté d'un tiers et atteint 14 milliards de francs. Plus de la moitié des biens échangés concernaient des agents énergétiques.

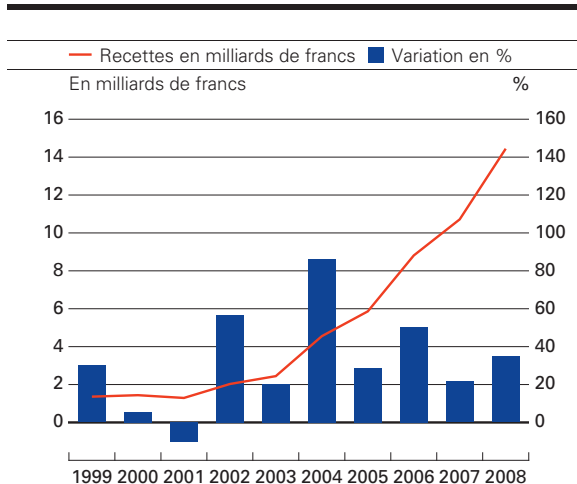
### Transports

Les recettes issues des transports se sont établies à 7 milliards de francs, soit à un niveau supérieur de 5% à celui de 2007. Une forte progression a été observée dans les recettes tirées des transports de personnes (+10%), qui découlent principalement du trafic aérien. Les recettes au titre des transports de marchandises se sont accrues de 3%. Celles qui proviennent des autres services en matière de transports, elles aussi en rapport avec le trafic aérien (maintenance, services d'enregistrement et taxes d'atterrissage), ont reculé de 1%.

Les dépenses pour les transports ont augmenté de 2%, passant à 4 milliards de francs. Elles ont stagné dans les transports de personnes, mais se sont accrues de 5% dans les autres services en matière de transports. Les dépenses dues aux transports de marchandises ne sont pas comptabilisées sous ce poste, car elles sont prises en compte dans les importations de biens.

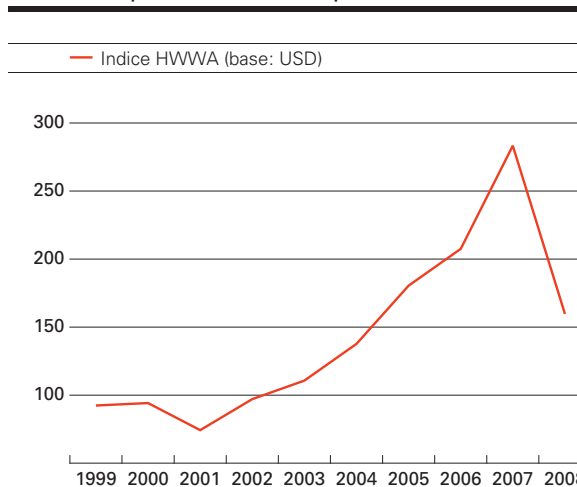
Graphique 7

### Commerce de transit, recettes



Graphique 8

### Indice des prix des matières premières



Source: Hamburgisches Weltwirtschaftsinstitut.

### Services financiers des banques

Les services financiers des banques englobent les opérations de commissions et les services financiers qui sont fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM). Dans l'évolution des services financiers des banques, les opérations de commissions jouent un rôle déterminant. Il s'agit principalement des courtages sur les opérations boursières et des rémunérations que les banques tirent de la gestion de fortune et des émissions de titres.

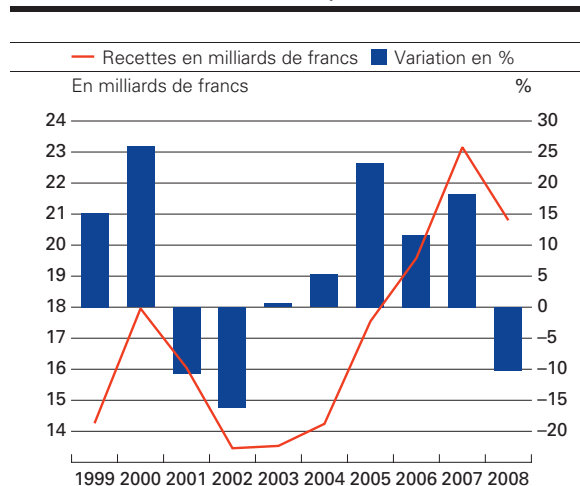
Les recettes tirées des opérations de commissions ont baissé de 13% par rapport à 2007. Le recul des revenus s'est particulièrement fait sentir dans la gestion de fortune, à cause principalement d'une nette dévalorisation des positions gérées, due à la chute importante des cours des actions. Du côté des SIFIM, la progression s'est en revanche établie à 2%. Cela tient au fait que les dépôts de la clientèle étrangère ont augmenté: celle-ci a réduit ses placements fiduciaires à l'étranger et, ainsi, accru ses dépôts dans les banques en Suisse. Au total, les recettes tirées des services financiers des banques ont diminué de 10% pour s'inscrire à 21 milliards de francs.

### Services à contenu technologique

Dans les échanges avec l'étranger de services à contenu technologique, les droits pour l'utilisation de licences et de brevets jouent un rôle de premier plan. Ils sont constitués pour une part importante de paiements au sein même de groupes. Du côté des recettes de la Suisse, la chimie et l'industrie alimentaire ont généré les revenus les plus importants. Au total, les recettes tirées des exportations de services à contenu technologique ont porté sur 14 milliards de francs, soit un montant dépassant de 19% celui de 2007. Quant aux dépenses, elles se sont accrues de 8% pour atteindre 13 milliards de francs; la chimie en particulier a payé plus de droits pour l'utilisation de licences et de brevets. Au total, les services à contenu technologique ont dégagé un solde actif d'un milliard de francs.

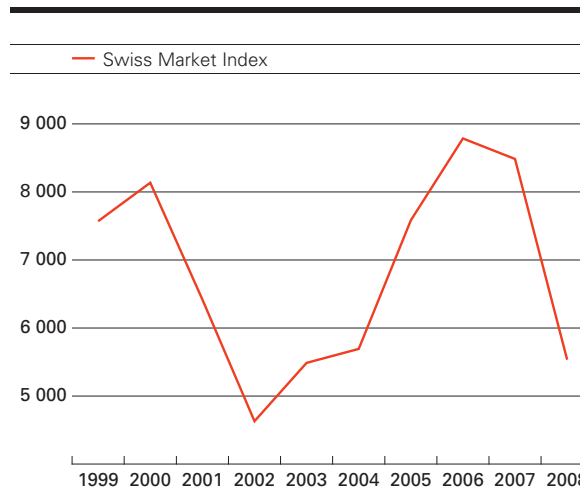
Graphique 9

### Services financiers des banques, recettes



Graphique 10

### Swiss Market Index



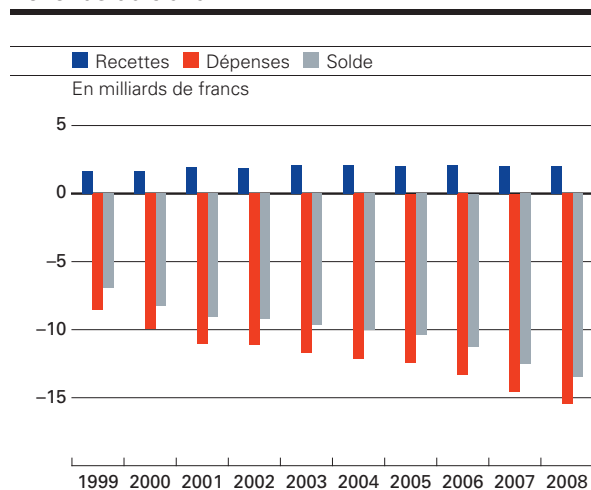
Source: SWX.

## Revenus du travail

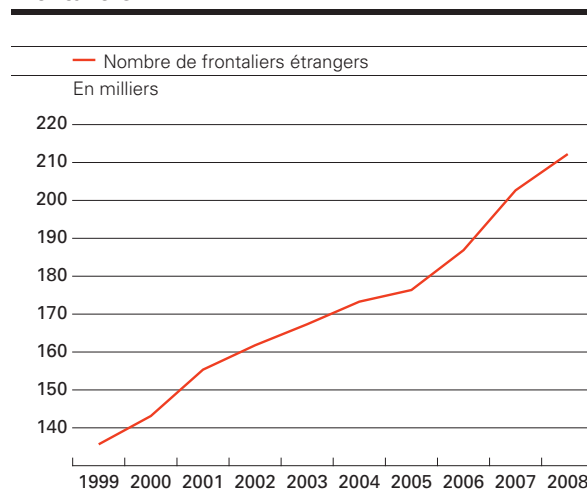
Dans les revenus du travail, les recettes de la Suisse portent principalement sur les salaires versés aux personnes travaillant pour des organisations internationales en Suisse. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par conséquent, comme non-résidentes. Les recettes de la Suisse sont restées à leur niveau de l'année précédente, soit à 2 milliards de francs.

Dans les dépenses au titre des revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers jouent un rôle décisif. Le rythme de croissance de la main-d'œuvre étrangère a faibli, ce qui reflète le ralentissement de la conjoncture. Les salaires versés à l'étranger ont augmenté de 6% pour atteindre 15 milliards de francs (2007: +9%). Dans les revenus du travail, l'excédent de dépenses a passé de 13 milliards de francs à 14 milliards d'une année à l'autre.

Graphique 11  
Revenus du travail



Graphique 12  
Frontaliers



Source: OFS.

## Revenus de capitaux

### Revenus tirés des investissements de portefeuille

Les recettes tirées des portefeuilles de titres à l'étranger ont diminué de 2 milliards, s'inscrivant à 35 milliards de francs. Ce recul est dû, pour les deux tiers, aux revenus plus faibles découlant des titres de créance et, pour un tiers, aux revenus moins élevés issus de titres de participation. Les dépenses pour les portefeuilles de titres en Suisse ont augmenté en raison de versements accrus de dividendes (+1 milliard); elles ont atteint 21 milliards de francs. Les revenus nets ont diminué de 3 milliards, passant à 13 milliards de francs.

### Revenus tirés des investissements de portefeuille

Tableau 3

En milliards de francs

	2007	2008
<b>Recettes, total</b>	<b>37.0</b>	<b>34.7</b>
Titres de créance	21.1	19.6
Titres de participation	15.9	15.0
Actions	6.4	6.2
Placements collectifs	9.5	8.9
<b>Dépenses, total</b>	<b>20.6</b>	<b>21.4</b>
Titres de créance	3.2	2.5
Titres de participation	17.4	18.9
Actions	14.1	15.5
Placements collectifs	3.3	3.4
<b>Solde, total</b>	<b>16.5</b>	<b>13.2</b>



### Revenus tirés des investissements directs

Dans les revenus tirés des investissements directs, les dépenses ont dépassé les recettes de 37 milliards de francs. Une telle situation se produit pour la première fois depuis que la balance des transactions courantes est dressée, c'est-à-dire depuis 1947.

Les pertes des filiales à l'étranger des banques ont pesé sur l'évolution des recettes. Les recettes ont également diminué dans la plupart des autres branches, mais moins fortement. Seules les sociétés financières et holdings qui sont établies en Suisse, mais en mains étrangères, ont accru leurs recettes. Dans l'ensemble, les recettes tirées des investissements directs à l'étranger ont diminué de 52 milliards pour s'établir à 8 milliards de francs.

Les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) ont baissé de 9 milliards pour s'inscrire à 44 milliards de francs. Toutes les branches ont accusé un recul de leurs revenus, à l'exception des entreprises du commerce. Les sociétés financières et holdings sont à l'origine des deux tiers des dépenses de la Suisse dans ce domaine.

### Autres revenus de capitaux

Les opérations d'intérêts des banques en Suisse avec la clientèle et les banques à l'étranger jouent un rôle dominant dans l'évolution des autres revenus de capitaux. Les banques ont sensiblement réduit leurs créances et leurs engagements découlant des opérations interbancaires. Leurs recettes et leurs dépenses au titre des opérations d'intérêts ont donc diminué de respectivement 26% et 24%. Dans l'ensemble, le solde passif des autres revenus de capitaux a passé de 2 milliards à 1 milliard de francs.

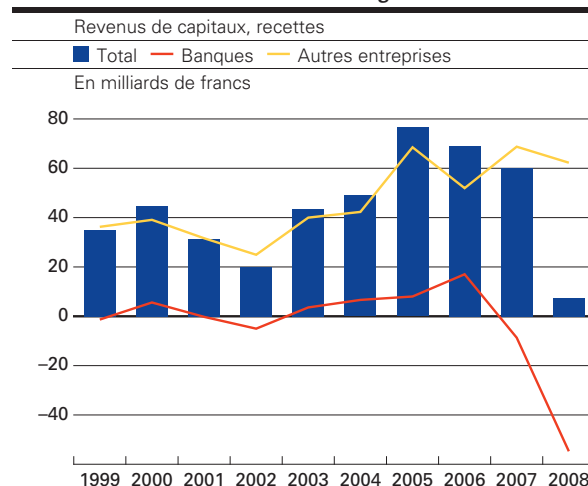
### Revenus tirés des investissements directs

En milliards de francs

	2007	2008
<b>Recettes, total</b>	<b>60.1</b>	<b>7.5</b>
Bénéfices transférés	49.0	33.1
Bénéfices réinvestis	11.1	-25.6
<b>Dépenses, total</b>	<b>53.1</b>	<b>44.3</b>
Bénéfices transférés	17.8	45.8
Bénéfices réinvestis	35.3	-1.5
<b>Solde, total</b>	<b>6.9</b>	<b>-36.7</b>

Graphique 13

### Investissements directs à l'étranger



Graphique 14

### Investissements directs en Suisse

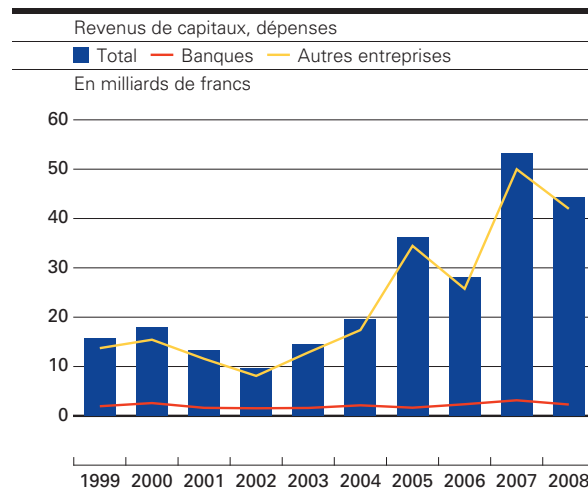


Tableau 4

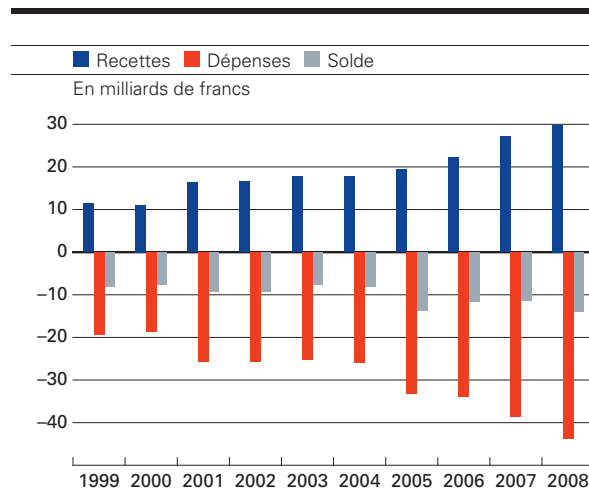
## Transferts courants

L'évolution des transferts courants est déterminée, tant du côté des recettes que de celui des dépenses, par les compagnies d'assurances (transferts du secteur privé). Les transferts courants de l'étranger vers la Suisse ont augmenté de 3 milliards pour s'établir à 30 milliards de francs. Cet accroissement est dû principalement à la hausse des primes encaissées par les compagnies d'assurances. Les recettes provenant de l'étranger ont également augmenté dans les transferts du secteur public.

Les transferts de la Suisse vers l'étranger, en hausse de 5 milliards, ont atteint 44 milliards de francs. Ceux du secteur privé ont découlé en majeure partie des prestations que les compagnies d'assurances ont versées à la suite de sinistres, qui ont fortement progressé en 2008. Les versements de rentes aux non-résidents par les caisses de pensions (assurances sociales privées) se sont eux aussi accrus. Du côté des transferts du secteur public, le paiement de rentes plus élevées, notamment par les assurances sociales, a joué un rôle prépondérant dans l'augmentation des dépenses. Au total, l'excédent de dépenses au titre des transferts courants a passé de 11 milliards de francs à 14 milliards d'une année à l'autre.

Graphique 15

### Transferts courants



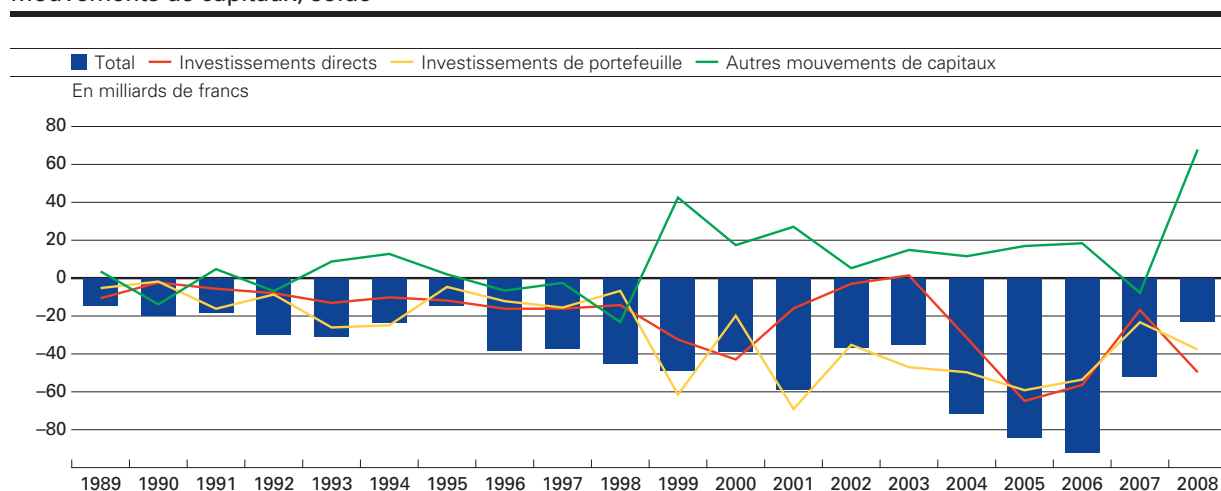
## Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux ont également été affectés par la crise sur les marchés financiers. Dans les investissements de portefeuille à l'étranger, les sorties de capitaux sont dues essentiellement, d'une part, à la reprise par la société à but spécial de la Banque nationale de la première tranche d'actifs illiquides d'UBS détenus à l'étranger et, d'autre part, à la souscription par la Confédération d'un emprunt à conversion obligatoire émis par UBS à l'étranger. Les capitaux levés par les banques pour renforcer leur dotation en fonds propres ont accentué l'afflux de fonds dans les investissements de portefeuille en Suisse et dans les autres investissements. Les investissements de portefeuille se sont soldés par une exportation de capitaux d'un montant net de 38 milliards de francs, tandis que les autres investissements ont enregistré une importation nette de capitaux d'un montant similaire. Le recul des investissements des sociétés financières et holdings a entraîné une baisse

des investissements directs à l'étranger. Les pertes élevées subies par les filiales à l'étranger des banques ont conduit à un désinvestissement, qui a été compensé par des recapitalisations. Des fonds ont été rapatriés dans les investissements directs en Suisse. Au total, les investissements directs ont enregistré d'importantes sorties nettes de fonds. Dans les mouvements de capitaux des banques, la pénurie de liquidités sur le marché interbancaire, suite à la crise de confiance qui a gagné ce marché, s'est traduite par une forte réduction des créances et des engagements vis-à-vis de l'étranger et, en fin de compte, par une importation nette de fonds. Afin d'approvisionner le marché monétaire en liquidités, la Banque nationale a procédé à des exportations de capitaux importantes, dans le cadre de mesures concertées sur le plan international. Au total, les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds à hauteur de 23 milliards de francs, contre 52 milliards en 2007.

Graphique 16

### Mouvements de capitaux, solde



## Investissements directs

### Investissements directs à l'étranger

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont passé de 73 milliards de francs à 48 milliards. Les investissements des branches et groupes de branches présentent toutefois de grandes divergences.

Les sociétés financières et holdings ont investi nettement moins qu'en 2007 (9 milliards de francs, contre 26 milliards). Des fluctuations importantes ne sont pas inhabituelles dans ce groupe de branches, où les investissements directs illustrent, pour l'essentiel, les activités de financement et de restructuration au sein des groupes en mains étrangères.

Les banques ont essuyé des pertes non négligeables sur leurs participations à l'étranger. Pour couvrir ces pertes, elles ont pourvu leurs filiales à l'étranger en fonds propres supplémentaires. Au total, les exportations de capitaux des banques se sont élevées à 14 milliards de francs, contre 12 milliards en 2007.

Dans les autres branches des services, le commerce a exporté nettement plus de capitaux en 2008 (7 milliards de francs) qu'en 2007 (désinvestissement d'un milliard). Les investissements directs des groupes de branches «Transports et communications» et des «Autres services» ont, en revanche, diminué fortement. Comme en 2007, les compagnies d'assurances ont rapatrié des fonds.

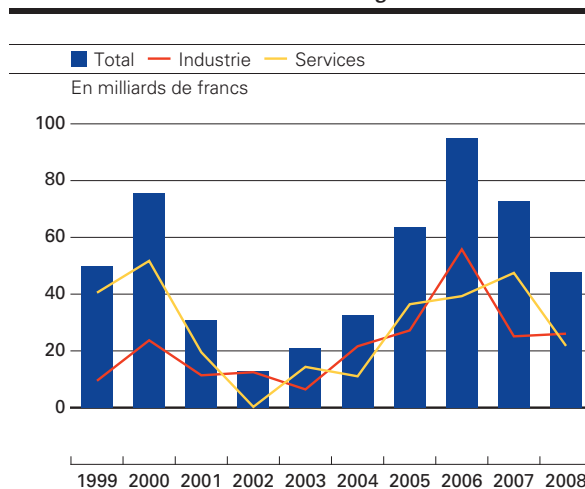
Les acquisitions de l'industrie suisse sont demeurées à un niveau élevé. Les groupes de branches «Chimie et plastique» et «Electronique, énergie, optique et horlogerie» ont investi nettement plus qu'en 2007 (respectivement 14 milliards et 7 milliards de francs). Dans l'ensemble, les investissements directs de l'industrie ont passé de 25 milliards de francs à 26 milliards.

Les investissements directs dans l'UE (à 27) ont sensiblement diminué par rapport à l'année précédente (9 milliards de francs, contre 39 milliards). Les entreprises suisses ont rapatrié 11 milliards de francs du Royaume-Uni, alors qu'elles y avaient investi 7 milliards en 2007. Elles ont également retiré des capitaux d'Irlande, d'Autriche et de Belgique. Le Luxembourg reste le pays de l'UE qui a bénéficié de l'afflux le plus élevé (13 milliards de francs), suivi par l'Allemagne (7 milliards) et la France (3 milliards). Les investissements dans le reste de l'Europe, soit 25 milliards de francs, ont été presque trois fois supérieurs à ceux réalisés dans les pays de l'UE. La majeure partie a bénéficié aux centres financiers offshore d'Europe (20 milliards de francs) et concernait principalement des recapitalisations de filiales à l'étranger de banques et de compagnies d'assurances.

Les exportations de capitaux vers les Etats-Unis ont atteint 25 milliards de francs (2007: -0,2 milliard). Ce montant important correspond, d'une part, à des recapitalisations et, d'autre part, à des acquisitions. Onze milliards de francs ont été rapatriés d'Asie. Les transactions des sociétés financières et holdings se sont soldées par un rapatriement de 17 milliards de francs provenant de Singapour. Les entreprises suisses ont toutefois investi 6 milliards de francs dans les grandes économies asiatiques, principalement en Chine, au Japon et en Inde (un milliard chacun). Des fonds ont aussi été rapatriés d'Amérique centrale et du Sud (6 milliards de francs), en raison de désinvestissements dans les centres financiers offshore. En revanche, les investissements directs suisses en Afrique (4 milliards de francs) et en Océanie (2 milliards) ont doublé.

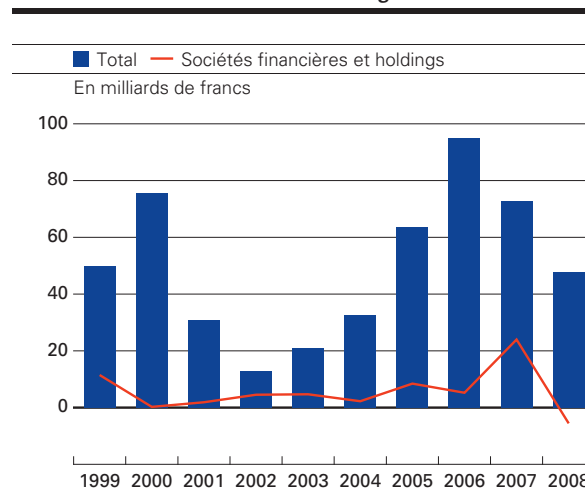
Graphique 17

### Investissements directs à l'étranger



Graphique 18

### Investissements directs à l'étranger



### Investissements directs étrangers en Suisse

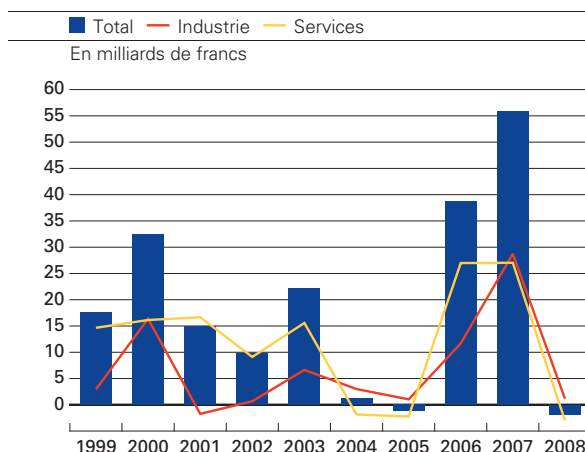
Dans les investissements directs étrangers en Suisse (importation de capitaux), les rapatriements de fonds étaient supérieurs de 2 milliards de francs aux nouveaux investissements. En 2007, les investisseurs étrangers avaient placé un montant net record de 56 milliards de francs en Suisse. Les acquisitions en Suisse ont fortement diminué. En outre, les désinvestissements ont tiré les investissements directs étrangers vers le bas.

Les investisseurs étrangers ont retiré 4 milliards de francs des entreprises du commerce et 3 milliards des sociétés financières et holdings, alors qu'ils y avaient placé respectivement 2 milliards et 17 milliards en 2007. Des afflux de capitaux ont en revanche été observés surtout du côté des banques (3 milliards de francs) et du groupe de branches «Métallurgie et machines» (1 milliard).

Les investisseurs de l'UE (à 27) ont rapatrié des fonds importants de Suisse (désinvestissements): 15 milliards de francs sont retournés aux Pays-Bas, 3 milliards au Royaume-Uni, 2 milliards en France et le même montant en Belgique. Le Luxembourg a cependant investi 7 milliards de francs en Suisse. Cela tient au fait qu'il sert principalement de plaque tournante pour des investisseurs d'autres pays. Les Etats-Unis ont placé 13 milliards de francs dans des entreprises en Suisse (2007: 4 milliards).

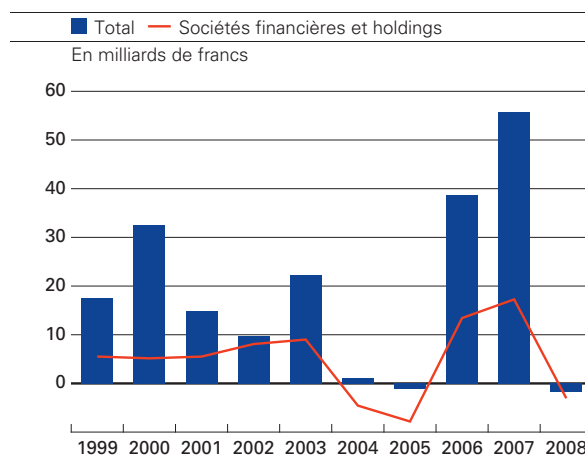
Graphique 19

### Investissements directs en Suisse



Graphique 20

### Investissements directs en Suisse



### Investissements directs

En milliards de francs

Tableau 5

	2007	2008
<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>	<b>72.6</b>	<b>47.8</b>
Capital social	42.9	49.7
Bénéfices réinvestis	11.1	-25.6
Crédits	18.6	23.7
<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>	<b>55.8</b>	<b>-1.9</b>
Capital social	23.8	-1.1
Bénéfices réinvestis	35.3	-1.5
Crédits	-3.4	0.7

## Investissements de portefeuille

### Investissements de portefeuille à l'étranger

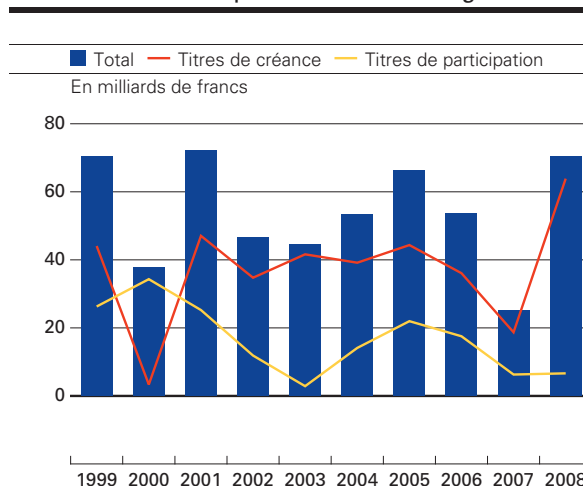
Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 71 milliards de francs, contre 25 milliards en 2007. Les placements en titres de créance ont passé de 19 milliards de francs à 64 milliards. Les acquisitions d'obligations ont doublé pour atteindre 67 milliards, alors que des papiers monétaires ont été vendus pour 3 milliards de francs. Un tiers environ des investissements en obligations a découlé de la reprise, par la société à but spécial de la Banque nationale, de la première tranche d'actifs illiquides d'UBS et de la souscription par la Confédération d'un emprunt d'UBS à conversion obligatoire. Ces transactions ont été comptabilisées dans les investissements de portefeuille à l'étranger, parce qu'elles portaient sur des actifs illiquides de filiales d'UBS à l'étranger et que l'emprunt à conversion obligatoire a été émis à l'étranger. Un montant net de 7 milliards de francs a été investi dans des titres de participation. Les investisseurs ont acheté des actions à hauteur de 22 milliards de francs et vendu des parts de placements collectifs à concurrence de 15 milliards. Du total des obligations acquises, la moitié environ était libellée en euros. Dans leurs achats d'actions, les investisseurs ont privilégié les titres en dollars des Etats-Unis.

### Investissements de portefeuille en Suisse

Des afflux importants de capitaux ont été enregistrés dans les investissements de portefeuille en Suisse. Les investisseurs étrangers ont acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 33 milliards de francs. Ils ont acheté des titres de créance à hauteur de 6 milliards, des actions pour 12 milliards et des parts de placements collectifs pour 15 milliards de francs. Le niveau élevé de ces investissements étrangers est lié au fait que les grandes banques suisses se sont procuré des fonds supplémentaires en procédant à des augmentations de capital et à la vente de propres actions. Le volume des émissions d'actions suisses sur le marché domestique des capitaux a également été supérieur à celui des années précédentes. Les rachats d'actions et les remboursements ont cependant encore surpassé les nouvelles émissions. C'est pourquoi les émissions nettes se sont établies à -2 milliards de francs (2007: -20 milliards).

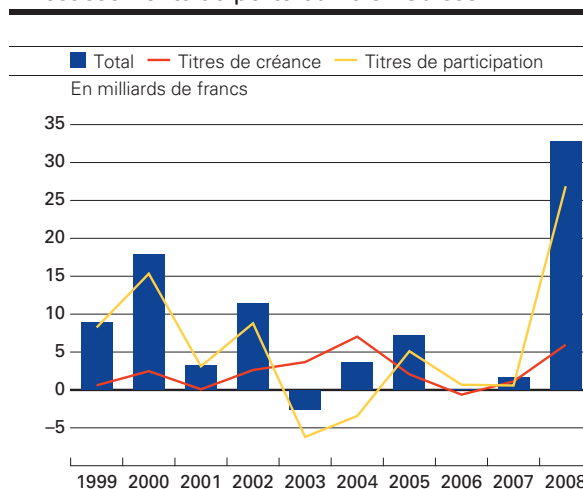
Graphique 21

### Investissements de portefeuille à l'étranger



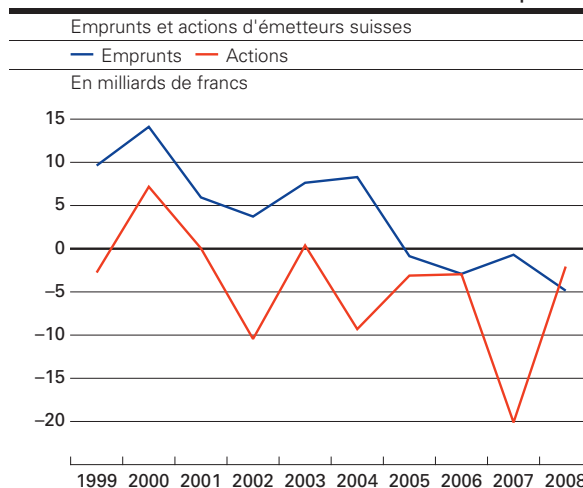
Graphique 22

### Investissements de portefeuille en Suisse



Graphique 23

### Emissions nettes sur le marché suisse des capitaux



Source pour les actions: Banque Vontobel SA.

## Produits dérivés et structurés

Ce poste recense les achats et ventes de produits structurés et les paiements nets effectués et reçus en rapport avec des produits dérivés. Ceux-ci sont des opérations à terme qui reposent sur des contrats dont les valeurs sont dérivées d'une ou de plusieurs variables (sous-jacent ou *underlying*). Les produits structurés sont des créances combinant plusieurs instruments financiers: placements de base, tels qu'actions et obligations, et dérivés. De même, les purs certificats qui reproduisent l'évolution du cours d'un sous-jacent font également partie des produits structurés.

Ce poste s'est soldé par une importation de capitaux de 7 milliards de francs. Les investisseurs suisses ont vendu des produits structurés d'émetteurs étrangers à hauteur de 9 milliards de francs, et les investisseurs étrangers ont vendu des produits structurés d'émetteurs suisses pour un montant de 5 milliards. Au total, une entrée de capitaux de 3 milliards de francs a été enregistrée pour les produits structurés. Les flux de fonds ont fortement augmenté dans les opérations sur produits dérivés. Ils se sont soldés par une importation nette de capitaux de 4 milliards de francs. Ces flux plus élevés s'expliquent principalement par l'extension du cercle des entreprises incluses dans la statistique.

### Produits dérivés et structurés<sup>1</sup>

En milliards de francs

Tableau 6

	2007	2008
<b>Produits dérivés<sup>2</sup></b>		
Paiements nets à l'étranger	-5.6	-58.8
Paiements nets de l'étranger	4.5	62.8
<b>Solde</b>	<b>-1.1</b>	<b>4.0</b>
<b>Produits structurés</b>		
Investissements suisses dans des titres d'émetteurs étrangers	-9.3	8.5
Investissements étrangers dans des titres d'émetteurs suisses	-2.3	-5.1
<b>Solde</b>	<b>-11.6</b>	<b>3.3</b>
<b>Produits dérivés et structurés, solde</b>	<b>-12.8</b>	<b>7.4</b>

<sup>1</sup> Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

<sup>2</sup> En 2007, produits dérivés des assurances uniquement. Depuis 2008, produits dérivés de toutes les entreprises.

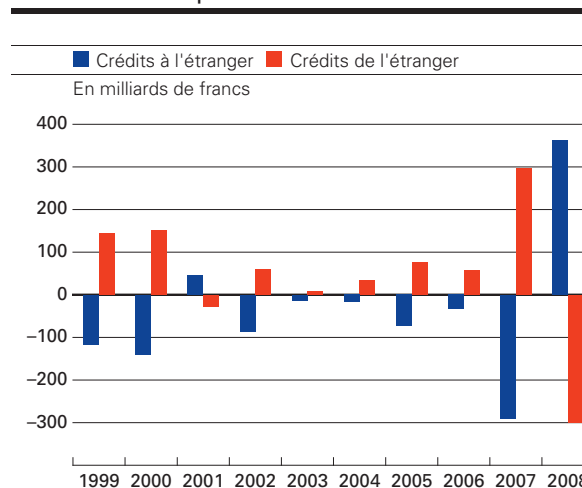
## Autres mouvements de capitaux

### Crédits des banques commerciales

Les banques ont considérablement réduit leurs créances et leurs engagements vis-à-vis d'établissements bancaires à l'étranger, du fait de la crise sur les marchés financiers. Au total, les opérations interbancaires se sont soldées par une exportation de capitaux de 10 milliards de francs. Les banques ont en outre diminué leurs crédits à la clientèle étrangère (-26 milliards de francs). Par contre, les clients étrangers ont accru de 46 milliards de francs leurs dépôts dans les banques en Suisse, en raison d'une réduction de leurs placements fiduciaires à l'étranger au profit de ces dépôts. Dans les opérations avec la clientèle, il en a résulté une importation de capitaux de 72 milliards de francs.

Graphique 24

### Crédits des banques commerciales



### Crédits des banques commerciales<sup>1</sup>

En milliards de francs

Tableau 7

	2007	2008
<b>Crédits à l'étranger</b>	<b>-290.9</b>	<b>362.7</b>
à des banques à l'étranger	-241.5	336.5
à la clientèle à l'étranger	-49.9	-26.1
<b>Crédits de l'étranger</b>	<b>296.6</b>	<b>-299.9</b>
de banques à l'étranger	292.3	-346.1
de la clientèle à l'étranger	4.3	46.2
<b>Solde des opérations des banques avec l'étranger</b>	<b>5.7</b>	<b>62.8</b>
avec les banques	50.7	-9.5
avec la clientèle	-45.0	72.3

<sup>1</sup> Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.



### **Crédits des entreprises**

Ce poste groupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle des capitaux que les entreprises suisses placent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les transactions que les sociétés financières effectuent sur le marché des capitaux jouent aussi un rôle important. Ce poste comprend également les engagements, liés aux opérations transfrontières, des compagnies d'assurances.

Les entreprises ont réduit tant les crédits obtenus de l'étranger (-14 milliards de francs) que ceux accordés à l'étranger (-3 milliards). Les assurances et les entreprises du commerce ont enregistré le plus fort recul. Au total, les entreprises ont exporté des capitaux pour un montant net de 11 milliards de francs, contre une importation nette de 7 milliards en 2007.

### **Crédits de la Banque nationale**

La Banque nationale a généreusement approvisionné les marchés en liquidités. Elle a notamment mis à disposition des liquidités en francs et en dollars des Etats-Unis. A cette fin, elle a conclu des swaps et des pensions de titres également avec des banques centrales et des banques commerciales à l'étranger. Ces opérations ont entraîné une exportation nette de capitaux de 35 milliards de francs.

### **Autres investissements**

Ce poste groupe divers investissements qui ne peuvent être clairement attribués à une catégorie bien déterminée de mouvements de capitaux. Au total, il s'est soldé par une importation nette de capitaux à hauteur de 38 milliards de francs, contre une exportation nette de 10 milliards en 2007. Cette évolution tient principalement au fait que les investisseurs suisses ont réduit leurs placements fiduciaires à l'étranger et, par conséquent, rapatrié des capitaux. De plus, les banques ont importé des capitaux importants afin de renforcer leur dotation en fonds propres.

## Réserves monétaires

La Banque nationale a vendu 105 tonnes d'or au secteur privé, achevant ainsi la vente de 250 tonnes d'or dans le cadre du second accord sur l'or conclu en mars 2004. L'or que les banques centrales vendent au secteur privé perd sa fonction de réserve monétaire (démonétisation de l'or). Aussi, dans la balance des paiements, de telles ventes sont-elles comptabilisées sous «Autres investissements» et non sous «Réserves monétaires». La Banque nationale a utilisé le produit des ventes d'or pour acquérir des titres, ce qui a entraîné un accroissement de 3 milliards de francs de ses réserves de devises.

### Réserves monétaires<sup>1</sup>

En milliards de francs

Tableau 8

	2007	2008
<b>Total</b>	<b>-4.1</b>	<b>-3.4</b>
Or	-	-
Réserves de devises	-4.2	-2.8
Position de réserve au FMI	0.1	-0.4
Moyens de paiement internationaux	0.0	0.0
Autres réserves monétaires	0.0	-0.3

<sup>1</sup> Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

## Erreurs et omissions nettes

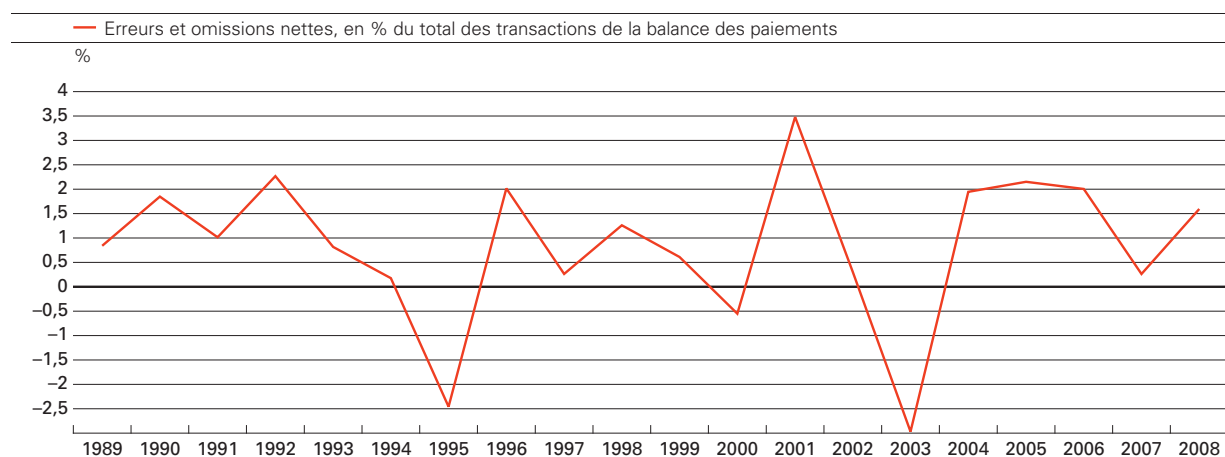
Les erreurs et omissions nettes ont porté sur 14 milliards de francs, ce qui représente environ 2% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, puisque qu'elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double: toutes les transactions sont comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers

l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre le total des recettes et le total des dépenses, différence qui est due à des lacunes et à des erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes. Une valeur positive de ce poste résiduel indique une sous-estimation des recettes de la balance des transactions courantes/importations de capitaux ou une surestimation des dépenses de la balance des transactions courantes/exportations de capitaux.

Graphique 25

### Erreurs et omissions nettes, en % du total des transactions de la balance des paiements



## Commentaires

### Modifications par rapport à 2007

#### **Revenus de capitaux – Autres revenus de capitaux: revenus de capitaux des entreprises**

Les revenus de capitaux que les compagnies d'assurances tirent de leurs créances et engagements vis-à-vis de tiers à l'étranger sont recensés depuis 2006. En outre, les revenus de capitaux que les autres branches tirent de leurs créances et engagements vis-à-vis de tiers à l'étranger sont enregistrés depuis 2008.

#### **Produits dérivés et structurés**

Les opérations que les compagnies d'assurances passent sur les instruments financiers dérivés et les produits structurés ainsi que les produits structurés de la clientèle des banques sont recensés depuis 2006. De leur côté, les opérations que les autres branches passent sur les instruments financiers dérivés et les produits structurés sont enregistrées depuis 2008.

### Balance des transactions courantes

#### **Commerce spécial**

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même, depuis 2002, de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour.

#### **Autres biens**

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, marchandises pour/de réparation, achats et ventes de bateaux navigant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

#### **Tourisme**

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

#### **Services (hors tourisme)**

Services d'assurance dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce de transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers des banques (commissions et services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts: services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

#### **Revenus du travail**

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

#### **Revenus de capitaux**

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés ou réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM (pour mémoire), revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération et autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.), variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

### **Transferts courants du secteur privé**

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts vers l'étranger effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

### **Transferts courants du secteur public**

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des émigrants et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

### **Sources pour la balance des transactions courantes**

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

## **Transferts en capital**

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et achat et vente d'actifs non financiers non produits.

## **Mouvements de capitaux**

### **Investissements directs**

Habituellement, il y a investissement direct quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou en Suisse ou fonde une filiale ou une succursale. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces données proviennent des relevés trimestriels et annuels que les entreprises remettent à la Banque nationale.

### **Investissements de portefeuille**

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs ni dans les réserves monétaires. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les achats des banques et entreprises sont établis sur la base des données fournies par ces sociétés sur leurs actifs à l'étranger, et les achats de la Banque nationale, sur la base des données dont elle dispose elle-même. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les passifs envers l'étranger.

### **Produits dérivés et structurés**

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme sec, futures, swaps). Exportations de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger en relation avec des opérations sur produits dérivés. Importations de capitaux: recettes perçues de contreparties à l'étranger en rapport avec des opérations sur produits dérivés. Les données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Les produits structurés recouvrent des titres de créance standardisés dans lesquels les propriétés de deux ou plusieurs instruments financiers sont combinées pour constituer un nouveau produit. Ils sont offerts sur le marché sous différentes variantes. Une des classifications les plus fréquentes divise les produits structurés en produits de participation (certificats), à rendement maximal (certificats, convertibles) et à capital garanti (avec ou sans cap). Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire

les achats moins les ventes et les remboursements. Les données sont tirées des relevés des banques sur les achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

**Autres mouvements de capitaux:  
crédits des banques commerciales**

Crédits à des débiteurs non résidents: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, c'est-à-dire l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse sur les actifs à l'étranger et les passifs envers l'étranger.

**Autres mouvements de capitaux:  
crédits des entreprises**

Crédits à des débiteurs non résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

**Autres mouvements de capitaux:  
crédits des collectivités publiques**

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques envers l'étranger.

**Autres mouvements de capitaux:  
crédits de la Banque nationale**

Variation des crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger, variation des avoirs découlant de swaps passés avec des autorités monétaires et des ban-

ques à l'étranger et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

**Autres investissements**

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse des banques. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des relevés des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que ventes d'or de la BNS au secteur privé. Les importations de métaux précieux à des fins artisanales et industrielles comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Variation des participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque suisses à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

**Réserves monétaires**

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). Après l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1 300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées à la fin de mars 2005. Dans le cadre du second accord sur l'or conclu en 2004 entre banques centrales, la Banque nationale a vendu, en 2007 et en 2008, 250 tonnes d'or supplémentaires au secteur privé à l'étranger. Ces ventes d'or ne sont pas comptabilisées sous le poste «Réserves monétaires». Seules les opérations sur or passées avec d'autres banques centrales doivent figurer dans les réserves monétaires. La balance des paiements distingue deux étapes dans les ventes d'or au secteur privé: le transfert de ré-

servés monétaires vers de l'or non monétaire (démonétisation), puis la vente d'or non monétaire au secteur privé à l'étranger. Le transfert n'est pas indiqué dans la balance des paiements. Les ventes d'or non monétaire sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant qu'importations de capitaux, sous «Autres investissements». Le produit des ventes d'or est placé en devises.

## Erreurs et omissions nettes

### Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

## Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette:

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale (ordonnance de la Banque nationale) confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette de la Suisse. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

## Fondements méthodologiques

### Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant les capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5<sup>e</sup> édition).

### Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

### Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (par exemple aide au développement), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus sans contrepartie, et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

### Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) et sur les réserves monétaires internationales.

### Poste résiduel (erreurs et omissions)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des flux venant de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des flux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence découle de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

### Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces balances partielles sont reliées entre elles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions couran-

tes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des comptes nationaux correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

<b>Balance des paiements, soldes</b>	<b>Comptes nationaux</b>			
<b>Biens</b>	<b>Contribution de l'extérieur au produit intérieur brut</b>	<b>Contribution de l'extérieur au revenu national brut</b>	<b>Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure</b>	<b>Capacité ou besoin de financement</b>
<b>+ Services</b>				
<b>= Biens et services</b>				
<b>+ Revenus</b>				
<b>= Biens, services et revenus</b>				
<b>+ Transferts courants</b>				
<b>= Balance des transactions courantes</b>				
<b>+ Transferts en capital</b>				
<b>= Balance des transactions courantes et transferts en capital</b>				
<b>Mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires</b>				



## Définition des groupes de branches<sup>1</sup>

<b>Textile et habillement</b>	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
<b>Chimie et plastique</b>	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
<b>Métallurgie et machines</b>	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
<b>Electronique, énergie, optique et horlogerie</b>	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
<b>Autres industries et construction</b>	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
<b>Commerce</b>	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
<b>Sociétés financières et holdings</b>	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
<b>Banques</b>	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
<b>Assurances</b>	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
<b>Transports et communications</b>	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
<b>Autres services</b>	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

<sup>1</sup> La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

## Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs<sup>1</sup>

### Définition des pays

<b>France</b>	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
<b>Portugal</b>	Y compris les Açores et Madère.
<b>Espagne</b>	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
<b>Royaume-Uni</b>	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
<b>Norvège</b>	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
<b>Etats-Unis</b>	Y compris Porto Rico et Navassa.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes, Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
<b>Malaisie</b>	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
<b>Taiwan</b>	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
<b>Inde</b>	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
<b>Indonésie</b>	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
<b>Emirats arabes unis</b>	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaiwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
<b>Maroc</b>	Y compris le Sahara occidental.

## Définition des régions

<b>UE</b>	Belgique, Danemark, Allemagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Suède, Espagne et Royaume-Uni; y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre depuis 2004, ainsi que Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
<b>Reste de l'Europe</b>	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
<b>Centres financiers offshore d'Europe</b>	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
<b>Amérique du Nord</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
<b>Asie</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
<b>Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud</b>	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-Et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
<b>Afrique</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
<b>Océanie (et régions polaires)</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

<sup>1</sup> La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2003 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications*.



## Tableaux

Page	Tableau
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

### Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
<b>195</b>	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.

### Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la balance des paiements. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des investissements directs. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur la balance des paiements.

### Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la balance des paiements sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications, Balance suisse des paiements* (rapport annuel). Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

## 1.1 Balance suisse des paiements, aperçu<sup>1</sup>

En milliards de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Balance des transactions courantes</b>					
<b>Balance des transactions courantes, solde</b>	<b>60.4</b>	<b>65.0</b>	<b>74.6</b>	<b>52.2</b>	<b>13.0</b>
<b>Biens, solde</b>	<b>6.7</b>	<b>3.0</b>	<b>5.1</b>	<b>9.4</b>	<b>15.0</b>
Commerce spécial <sup>2</sup> , solde	9.3	7.9	12.1	14.0	19.4
Recettes	146.3	157.0	177.5	197.5	206.3
Dépenses	- 137.0	- 149.1	- 165.4	- 183.6	- 186.9
Autres postes, solde	- 2.6	- 4.9	- 7.0	- 4.6	- 4.4
<b>Services, solde</b>	<b>30.4</b>	<b>33.5</b>	<b>39.3</b>	<b>45.3</b>	<b>49.9</b>
Tourisme, solde	1.9	1.5	2.0	2.5	3.8
Recettes	11.9	12.5	13.5	14.6	15.6
Dépenses	- 10.1	- 11.0	- 11.6	- 12.1	- 11.8
Services financiers des banques, solde	13.2	16.2	18.0	21.0	18.6
Recettes	14.2	17.5	19.6	23.2	20.8
Dépenses	- 1.1	- 1.3	- 1.6	- 2.1	- 2.2
Autres services, solde	15.3	15.8	19.3	21.8	27.5
<b>Revenus du travail et de capitaux, solde</b>	<b>31.4</b>	<b>42.3</b>	<b>42.0</b>	<b>8.9</b>	<b>- 38.0</b>
Revenus du travail, solde	- 10.0	- 10.4	- 11.2	- 12.5	- 13.5
Recettes	2.1	2.0	2.1	2.0	2.0
Dépenses	- 12.2	- 12.4	- 13.4	- 14.5	- 15.5
Revenus de capitaux, solde	41.5	52.7	53.2	21.4	- 24.5
Recettes	86.6	125.3	134.1	149.4	89.4
Investissements de portefeuille	23.2	26.5	30.8	37.0	34.7
Investissements directs	48.9	76.5	69.0	60.1	7.5
Autres revenus de capitaux	14.4	22.3	34.3	52.3	47.2
Dépenses	- 45.1	- 72.6	- 80.9	- 128.0	- 113.9
Investissements de portefeuille	- 11.9	- 13.8	- 16.9	- 20.6	- 21.4
Investissements directs	- 19.5	- 36.1	- 28.1	- 53.1	- 44.3
Autres revenus de capitaux	- 13.7	- 22.7	- 35.9	- 54.3	- 48.2
<b>Transferts courants, solde</b>	<b>- 8.1</b>	<b>- 13.8</b>	<b>- 11.7</b>	<b>- 11.3</b>	<b>- 14.0</b>
<b>Transferts en capital</b>					
<b>Transferts en capital, solde</b>	<b>- 3.9</b>	<b>- 2.8</b>	<b>- 5.4</b>	<b>- 5.0</b>	<b>- 3.9</b>
<b>Mouvements de capitaux</b>					
<b>Mouvements de capitaux, solde</b>	<b>- 71.5</b>	<b>- 84.4</b>	<b>- 91.9</b>	<b>- 51.9</b>	<b>- 22.8</b>
<b>Investissements directs, solde</b>	<b>- 31.5</b>	<b>- 64.8</b>	<b>- 56.4</b>	<b>- 16.8</b>	<b>- 49.7</b>
Investissements directs suisses à l'étranger	- 32.7	- 63.7	- 95.1	- 72.6	- 47.8
Capital social	- 11.6	- 22.0	- 62.7	- 42.9	- 49.7
Bénéfices réinvestis	- 21.2	- 41.0	- 26.4	- 11.1	25.6
Crédits	0.1	- 0.7	- 6.0	- 18.6	- 23.7
Investissements directs étrangers en Suisse	1.2	- 1.2	38.7	55.8	- 1.9
Capital social	- 3.2	0.0	20.9	23.8	- 1.1
Bénéfices réinvestis	8.4	- 2.8	14.3	35.3	- 1.5
Crédits	- 4.0	1.6	3.4	- 3.4	0.7
<b>Investissements de portefeuille, solde</b>	<b>- 49.7</b>	<b>- 59.2</b>	<b>- 53.5</b>	<b>- 23.3</b>	<b>- 37.7</b>
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 53.3	- 66.3	- 53.6	- 25.0	- 70.5
Titres de créance	- 39.2	- 44.3	- 36.1	- 18.7	- 63.9
Emprunts obligataires et notes	- 48.5	- 48.5	- 46.4	- 33.8	- 67.1
Papiers monétaires	9.3	4.2	10.3	15.1	3.3
Titres de participation	- 14.1	- 22.0	- 17.5	- 6.3	- 6.6
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	3.6	7.2	0.1	1.7	32.8
Titres de créance	7.0	2.1	- 0.6	1.1	6.0
Emprunts obligataires et notes	5.3	- 1.5	- 1.0	- 0.6	5.3
Papiers monétaires	1.8	3.5	0.3	1.7	0.6
Titres de participation	- 3.4	5.1	0.7	0.6	26.9

2004	2005	2006	2007	2008
1	2	3	4	5

### Mouvements de capitaux (suite)

Produits dérivés et structurés, solde	.	.	- 3.7	- 12.8	<b>7.4</b>
<b>Autres mouvements de capitaux, solde</b>	<b>11.6</b>	<b>16.9</b>	<b>22.1</b>	<b>5.0</b>	<b>60.5</b>
Crédits des banques commerciales, solde	16.9	<b>2.1</b>	<b>23.2</b>	<b>5.7</b>	<b>62.8</b>
Crédits à l'étranger	- 16.9	- 73.5	- 33.4	- 290.9	<b>362.8</b>
Crédits à des banques	19.6	- 71.4	- 14.5	- 241.5	<b>336.6</b>
Autres crédits	- 36.5	- 2.0	- 18.8	- 49.4	<b>26.1</b>
Crédits de l'étranger	33.8	<b>75.5</b>	<b>56.6</b>	<b>296.6</b>	- 299.9
Crédits de banques	29.2	72.4	53.6	292.3	- 346.1
Autres crédits	4.7	<b>3.2</b>	<b>3.0</b>	<b>4.3</b>	<b>46.2</b>
Crédits des entreprises <sup>3</sup> , solde	- 12.7	16.9	15.6	<b>6.6</b>	- 11.0
Crédits à l'étranger	- 13.0	3.4	3.8	- 40.4	<b>3.0</b>
Crédits de l'étranger	0.3	13.5	11.9	<b>47.0</b>	- 14.0
Crédits des collectivités publiques, solde	0.4	0.1	0.5	3.1	<b>5.4</b>
Crédits de la Banque nationale, solde	- 1.5	- 1.2	<b>0.7</b>	0.0	- 35.0
Autres investissements, solde	8.5	- 0.9	- 18.0	- 10.3	<b>38.4</b>
<b>Réserves monétaires, total</b>	- 1.9	22.7	- 0.4	- 4.1	- 3.4

### Erreurs et omissions nettes

<b>Erreurs et omissions nettes, poste résiduel</b>	<b>15.0</b>	<b>22.2</b>	<b>22.8</b>	<b>4.8</b>	<b>13.7</b>
--	-------------	-------------	-------------	------------	-------------

<sup>1</sup> Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

<sup>2</sup> Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés dans les Autres postes jusqu'en 2001.

<sup>3</sup> Les crédits au sein de groupes entrent dans les investissements directs.

## 2.1 Biens

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Commerce spécial <sup>1</sup></b>						
Recettes	146 312	156 977	177 475	197 533	<b>206 330</b>	<b>4.5</b>
Dépenses	136 987	149 094	165 410	183 578	<b>186 884</b>	<b>1.8</b>
Solde	9 326	7 883	12 065	13 955	<b>19 447</b>	.
dont						
<b>Energie électrique</b>						
Recettes	2 386	2 897	3 953	4 197	<b>5 456</b>	<b>30.0</b>
Dépenses	1 289	2 183	2 912	3 040	<b>3 366</b>	<b>10.7</b>
Solde	1 097	714	1 041	1 157	<b>2 090</b>	.
<b>Autres biens <sup>2</sup></b>						
Recettes	6 923	6 490	8 174	9 500	<b>10 667</b>	<b>12.3</b>
Dépenses	9 544	11 369	15 174	<b>14 082</b>	<b>15 072</b>	<b>7.0</b>
Solde	- 2 621	- 4 879	- 7 000	<b>- 4 582</b>	<b>- 4 405</b>	.
<b>Total</b>						
Recettes	153 235	163 468	185 649	207 033	<b>216 997</b>	<b>4.8</b>
Dépenses	<b>146 530</b>	160 463	180 584	<b>197 660</b>	<b>201 955</b>	<b>2.2</b>
Solde	6 705	3 004	5 065	<b>9 373</b>	<b>15 042</b>	.

<sup>1</sup> Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les Autres biens.

Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

<sup>2</sup> Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans le Commerce spécial.



### 3.1 Services

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Tourisme, total</b>						
Recettes	11 935	12 477	13 544	<b>14 621</b>	<b>15 605</b>	<b>6.7</b>
Dépenses	10 080	10 975	11 556	<b>12 120</b>	<b>11 838</b>	<b>- 2.3</b>
Solde	<b>1 855</b>	<b>1 501</b>	1 988	<b>2 501</b>	<b>3 767</b>	.
<b>Voyages de vacances et d'affaires</b>						
Recettes	7 849	8 162	8 910	<b>9 866</b>	<b>10 637</b>	<b>7.8</b>
Dépenses	7 668	8 282	9 006	<b>9 647</b>	<b>9 357</b>	<b>- 3.0</b>
Solde	180	- 120	- 95	<b>219</b>	<b>1 279</b>	.
<b>Trafic journalier et de transit et autres services touristiques</b>						
Recettes	2 546	2 787	3 024	<b>3 094</b>	<b>3 227</b>	<b>4.3</b>
Dépenses	2 391	2 673	2 528	<b>2 449</b>	<b>2 456</b>	<b>0.3</b>
Solde	155	114	496	<b>645</b>	<b>771</b>	.
<b>Dépenses de consommation des travailleurs étrangers</b>						
Recettes	1 540	1 528	1 610	<b>1 661</b>	<b>1 742</b>	<b>4.9</b>
Dépenses	20	21	22	24	<b>24</b>	<b>1.0</b>
Solde	1 520	1 507	<b>1 587</b>	<b>1 637</b>	<b>1 717</b>	.
<b>Assurances privées</b>						
Recettes	4 846	4 172	<b>4 679</b>	<b>5 773</b>	<b>6 289</b>	<b>8.9</b>
Dépenses	140	<b>396</b>	<b>537</b>	<b>682</b>	<b>716</b>	<b>4.9</b>
Solde	4 706	<b>3 775</b>	<b>4 142</b>	<b>5 091</b>	<b>5 574</b>	.
<b>Commerce de transit</b>						
Recettes	4 552	<b>5 862</b>	8 811	<b>10 716</b>	<b>14 445</b>	<b>34.8</b>
<b>Transports, total</b>						
Recettes	4 991	5 234	<b>5 671</b>	<b>6 687</b>	<b>7 020</b>	<b>5.0</b>
Dépenses	3 649	3 574	<b>3 892</b>	<b>4 359</b>	<b>4 460</b>	<b>2.3</b>
Solde	1 341	1 660	<b>1 779</b>	<b>2 328</b>	<b>2 561</b>	.
<b>Personnes</b>						
Recettes	2 249	2 362	<b>2 558</b>	<b>3 046</b>	<b>3 364</b>	<b>10.4</b>
Dépenses	2 262	2 232	2 440	2 620	<b>2 630</b>	<b>0.4</b>
Solde	<b>- 12</b>	130	<b>118</b>	<b>427</b>	<b>734</b>	.
<b>Marchandises</b>						
Recettes	870	1 005	1 036	<b>1 179</b>	<b>1 214</b>	<b>2.9</b>
Dépenses <sup>1</sup>	—	—	—	—	—	.
Solde	870	1 005	1 036	<b>1 179</b>	<b>1 214</b>	.
<b>Autres services en matière de transports</b>						
Recettes	1 871	1 867	<b>2 077</b>	<b>2 462</b>	<b>2 443</b>	<b>- 0.8</b>
Dépenses	1 388	1 342	<b>1 452</b>	<b>1 740</b>	<b>1 830</b>	<b>5.2</b>
Solde	483	525	<b>625</b>	<b>722</b>	<b>613</b>	.
<b>Postes, messageries et télécommunications</b>						
Recettes	1 521	1 473	1 380	1 281	<b>1 329</b>	<b>3.8</b>
Dépenses	1 405	1 163	1 005	959	<b>1 053</b>	<b>9.8</b>
Solde	116	310	375	322	<b>276</b>	.

### 3.1 Services (suite)

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Autres services, total</b>						
Recettes	26 737	<b>32 748</b>	<b>34 599</b>	<b>39 765</b>	<b>39 761</b>	<b>0.0</b>
Dépenses	<b>8 946</b>	<b>12 359</b>	<b>12 430</b>	<b>15 420</b>	<b>16 488</b>	<b>6.9</b>
Solde	<b>17 791</b>	<b>20 388</b>	<b>22 170</b>	<b>24 344</b>	<b>23 273</b>	.
<b>Services financiers des banques</b>						
Recettes	14 241	17 546	<b>19 582</b>	<b>23 154</b>	<b>20 801</b>	<b>- 10.2</b>
Dépenses	1 064	1 315	1 605	2 143	<b>2 204</b>	<b>2.9</b>
Solde	13 177	16 231	<b>17 977</b>	<b>21 012</b>	<b>18 597</b>	.
<b>Services à contenu technologique</b>						
Recettes	8 370	11 030	<b>10 383</b>	<b>11 583</b>	<b>13 788</b>	<b>19.0</b>
Dépenses	<b>7 001</b>	<b>9 960</b>	<b>9 495</b>	<b>11 911</b>	<b>12 860</b>	<b>8.0</b>
Solde	<b>1 369</b>	<b>1 070</b>	<b>889</b>	<b>- 328</b>	<b>928</b>	.
dont						
Licences et brevets						
Recettes	8 117	10 717	<b>10 024</b>	<b>11 184</b>	<b>13 314</b>	<b>19.1</b>
Dépenses	<b>6 803</b>	<b>9 735</b>	<b>9 251</b>	<b>11 640</b>	<b>12 565</b>	<b>7.9</b>
Solde	<b>1 315</b>	<b>982</b>	<b>773</b>	<b>- 457</b>	<b>749</b>	.
<b>Divers services</b>						
Recettes	4 126	<b>4 171</b>	<b>4 634</b>	<b>5 027</b>	<b>5 172</b>	<b>2.9</b>
Dépenses	881	<b>1 084</b>	<b>1 330</b>	<b>1 367</b>	<b>1 425</b>	<b>4.2</b>
Solde	3 245	<b>3 087</b>	<b>3 304</b>	<b>3 660</b>	<b>3 748</b>	.
<b>Total</b>						
Recettes	<b>54 581</b>	<b>61 965</b>	<b>68 685</b>	<b>78 842</b>	<b>84 449</b>	<b>7.1</b>
Dépenses	<b>24 220</b>	<b>28 468</b>	<b>29 420</b>	<b>33 541</b>	<b>34 554</b>	<b>3.0</b>
Solde	<b>30 361</b>	<b>33 498</b>	<b>39 265</b>	<b>45 301</b>	<b>49 895</b>	.

<sup>1</sup> Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

## 4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Revenus du travail</b>						
Recettes	2 106	2 022	2 124	<b>2 023</b>	<b>2 023</b>	<b>0.0</b>
Dépenses	12 155	12 411	13 354	<b>14 548</b>	<b>15 491</b>	<b>6.5</b>
Solde	- 10 049	- 10 390	- 11 230	<b>- 12 525</b>	<b>- 13 468</b>	.
<b>Revenus de capitaux, total</b>						
Recettes	<b>86 554</b>	<b>125 324</b>	<b>134 129</b>	<b>149 408</b>	<b>89 385</b>	<b>- 40.2</b>
Dépenses	<b>45 094</b>	<b>72 601</b>	<b>80 935</b>	<b>128 032</b>	<b>113 903</b>	<b>- 11.0</b>
Solde	41 461	52 723	<b>53 194</b>	<b>21 377</b>	<b>- 24 518</b>	.
<b>Investissements de portefeuille</b>						
Recettes	23 193	26 476	<b>30 820</b>	37 044	<b>34 652</b>	<b>- 6.5</b>
Dépenses	<b>11 857</b>	13 791	16 901	20 560	<b>21 432</b>	<b>4.2</b>
Solde	11 335	<b>12 684</b>	<b>13 919</b>	16 484	<b>13 220</b>	.
<b>Investissements directs</b>						
Recettes	48 945	76 523	<b>68 983</b>	<b>60 077</b>	<b>7 527</b>	<b>- 87.5</b>
Dépenses	19 526	36 107	<b>28 107</b>	<b>53 137</b>	<b>44 263</b>	<b>- 16.7</b>
Solde	29 419	40 416	<b>40 876</b>	<b>6 940</b>	<b>- 36 737</b>	.
<b>Autres revenus de capitaux</b>						
Recettes	<b>14 416</b>	<b>22 325</b>	<b>34 326</b>	<b>52 288</b>	<b>47 206</b>	<b>- 9.7</b>
Dépenses	<b>13 710</b>	<b>22 703</b>	<b>35 927</b>	<b>54 336</b>	<b>48 207</b>	<b>- 11.3</b>
Solde	707	- 378	<b>- 1 601</b>	<b>- 2 048</b>	<b>- 1 001</b>	.
dont						
<b>Opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM<sup>1</sup></b>						
Recettes	<b>11 471</b>	<b>18 828</b>	<b>30 495</b>	<b>47 502</b>	<b>35 352</b>	<b>- 25.6</b>
Dépenses	<b>11 599</b>	<b>18 763</b>	<b>31 149</b>	<b>48 637</b>	<b>36 972</b>	<b>- 24.0</b>
Solde	- 127	66	- 654	- 1 135	<b>- 1 619</b>	.
<b>Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM<sup>1</sup></b>						
Recettes	12 817	20 803	32 766	49 981	<b>37 882</b>	<b>- 24.2</b>
Dépenses	10 405	17 199	29 503	47 072	<b>35 378</b>	<b>- 24.8</b>
Solde	2 413	3 604	3 263	2 909	<b>2 503</b>	.
<b>Total</b>						
Recettes	<b>88 660</b>	<b>127 345</b>	<b>136 253</b>	<b>151 431</b>	<b>91 407</b>	<b>- 39.6</b>
Dépenses	<b>57 248</b>	<b>85 012</b>	<b>94 289</b>	<b>142 580</b>	<b>129 394</b>	<b>- 9.2</b>
Solde	31 412	42 333	<b>41 965</b>	<b>8 851</b>	<b>- 37 986</b>	.

<sup>1</sup> Services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM (*Financial Intermediation Services Indirectly Measured, FISIM*): il s'agit de services financiers des banques, qui sont bonifiés indirectement avec les intérêts. Les SIFIM figurent avec les commissions bancaires dans les services financiers des banques.

## 5.1 Transferts courants

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Transferts du secteur privé, total</b>						
Recettes	14 591	15 894	<b>18 206</b>	<b>22 895</b>	<b>25 255</b>	<b>10.3</b>
Dépenses	19 047	<b>26 099</b>	<b>26 482</b>	<b>30 881</b>	<b>35 873</b>	<b>16.2</b>
dont						
Transferts d'immigrés	3 900	4 158	4 658	<b>4 989</b>	<b>5 074</b>	<b>1.7</b>
Solde	- 4 456	<b>- 10 205</b>	<b>- 8 276</b>	<b>- 7 986</b>	<b>- 10 618</b>	.
<b>Transferts du secteur public, total</b>						
Recettes	3 141	3 516	3 946	<b>4 302</b>	<b>4 575</b>	<b>6.4</b>
Dépenses	6 782	7 138	<b>7 372</b>	<b>7 657</b>	<b>7 911</b>	<b>3.3</b>
Solde	- 3 641	- 3 622	<b>- 3 426</b>	<b>- 3 355</b>	<b>- 3 336</b>	.
<b>Assurances sociales</b>						
Recettes	1 371	1 418	1 505	<b>1 606</b>	<b>1 679</b>	<b>4.5</b>
Dépenses	4 301	4 577	<b>4 694</b>	<b>4 994</b>	<b>5 066</b>	<b>1.5</b>
Solde	- 2 931	- 3 159	<b>- 3 190</b>	<b>- 3 387</b>	<b>- 3 387</b>	.
<b>Etat</b>						
Recettes	1 771	<b>2 097</b>	2 442	<b>2 695</b>	<b>2 896</b>	<b>7.5</b>
Dépenses	2 481	2 561	<b>2 678</b>	<b>2 663</b>	<b>2 844</b>	<b>6.8</b>
Solde	- 711	- 463	<b>- 236</b>	<b>32</b>	<b>52</b>	.
<b>Total</b>						
Recettes	17 732	19 410	<b>22 152</b>	<b>27 196</b>	<b>29 830</b>	<b>9.7</b>
Dépenses	25 829	<b>33 237</b>	<b>33 854</b>	<b>38 538</b>	<b>43 783</b>	<b>13.6</b>
Solde	- 8 097	<b>- 13 827</b>	<b>- 11 702</b>	<b>- 11 341</b>	<b>- 13 954</b>	.

## 6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2,3,4</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>21 620</b>	<b>27 214</b>	<b>55 779</b>	<b>25 128</b>	<b>26 058</b>
Textile et habillement <sup>5,6</sup>	- 56	- 1 683	2 485	<b>4 656</b>	- 39
Chimie et plastique	11 893	<b>20 221</b>	<b>23 224</b>	<b>6 602</b>	<b>13 833</b>
Métallurgie et machines	2 053	798	<b>9 748</b>	<b>5 079</b>	<b>3 859</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	836	1 048	<b>3 553</b>	<b>1 815</b>	<b>6 814</b>
Autres industries et construction <sup>7</sup>	6 894	6 830	16 769	<b>6 977</b>	<b>1 592</b>
<b>Services</b>	<b>11 046</b>	<b>36 436</b>	<b>39 289</b>	<b>47 477</b>	<b>21 761</b>
Commerce	1 387	8 260	- 2 239	- 898	<b>6 947</b>
Sociétés financières et holdings	1 940	10 443	<b>8 895</b>	<b>26 347</b>	<b>8 824</b>
dont					
en mains suisses <sup>8</sup>	- 306	1 993	3 658	<b>2 366</b>	<b>14 382</b>
en mains étrangères <sup>9</sup>	2 246	8 450	<b>5 237</b>	<b>23 982</b>	- 5 558
Banques	3 225	8 383	21 907	<b>12 187</b>	<b>13 544</b>
Assurances	3 815	5 893	<b>8 942</b>	- 3 444	- 7 994
Transports et communications <sup>10</sup>	- 47	1 317	1 325	<b>7 572</b>	<b>386</b>
Autres services <sup>11</sup>	726	<b>2 140</b>	<b>460</b>	<b>5 713</b>	<b>53</b>
<b>Total</b>	<b>32 666</b>	<b>63 651</b>	<b>95 068</b>	<b>72 605</b>	<b>47 819</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>9</sup></b>	<b>30 421</b>	<b>55 201</b>	<b>89 832</b>	<b>48 624</b>	<b>53 377</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>6</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>9</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

## 6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2,3,4</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	<b>14 550</b>	<b>24 649</b>	<b>38 396</b>	<b>46 499</b>	<b>33 815</b>
UE <sup>5</sup>	14 911	20 963	36 247	38 753	8 531
Reste de l'Europe <sup>6</sup>	- 361	3 687	2 149	7 746	25 284
<b>Pays sélectionnés</b>					
Etats baltes <sup>7</sup>	- 14	79	75	62	- 119
Belgique	786	- 2 981	138	- 558	- 2 135
Bulgarie	29	78	57	89	- 9
Danemark	220	- 416	570	336	- 1 168
Allemagne	98	8 259	8 854	4 313	6 664
Finlande	405	- 14	406	407	630
France <sup>8</sup>	3 197	1 909	1 704	6 116	3 036
Grèce	108	282	536	937	726
Irlande	- 511	1 493	9 331	1 101	- 3 134
Italie	154	900	1 736	8 483	1 029
Croatie	50	51	71	194	169
Luxembourg	- 302	- 3 266	7 603	11 304	12 908
Pays-Bas	3 785	8 877	- 6 189	- 975	726
Norvège	- 1 975	261	204	- 15	226
Autriche	627	605	1 730	664	- 2 688
Pologne	340	465	481	680	411
Portugal	45	- 21	1 853	- 1 135	- 142
Roumanie	108	154	320	294	317
Fédération de Russie	294	887	1 381	1 089	316
Suède	737	- 2 020	- 493	104	1 842
Slovaquie	93	31	88	85	1
Espagne	471	2 699	971	- 2 339	- 85
République tchèque	366	822	- 251	681	105
Turquie	213	722	50	447	471
Ukraine	180	192	683	255	3 608
Hongrie	- 65	564	284	- 868	43
Royaume-Uni <sup>9</sup>	4 597	2 639	6 785	7 490	- 10 703
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	661	1 212	- 765	5 433	20 372
<b>Amérique du Nord</b>	<b>8 878</b>	<b>22 832</b>	<b>23 007</b>	<b>2 281</b>	<b>23 971</b>
Canada	3 141	6 077	1 907	2 498	- 1 279
Etats-Unis	5 737	16 755	21 100	- 217	25 250
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>3 281</b>	<b>6 732</b>	<b>21 346</b>	<b>17 011</b>	<b>- 5 558</b>
dont					
Argentine	62	407	10	221	76
Bolivie	3	8	0	44	23
Brésil	444	662	3 784	12 422	221
Chili	31	96	152	- 108	418
Costa Rica	38	476	646	752	21
Equateur	15	50	- 38	47	- 66
Guatemala	1	0	14	7	- 26
Colombie	12	119	- 99	65	- 39
Mexique	155	107	757	417	381
Pérou	100	- 34	- 26	- 173	355
Uruguay	80	135	746	52	229
Venezuela	97	90	181	- 102	303
Centres financiers offshore <sup>11</sup>	2 081	2 636	15 682	2 447	- 7 497

2004	2005	2006	2007	2008
1	2	3	4	5

<b>Asie</b>	<b>5 180</b>	<b>6 757</b>	<b>10 318</b>	<b>4 270</b>	<b>- 10 770</b>
dont					
Bangladesh	19	- 3	13	- 13	15
Chine	196	829	919	765	1 013
Hong Kong	- 144	607	1 154	277	69
Inde	164	248	370	629	809
Indonésie	2	108	25	155	628
Israël	47	80	154	40	45
Japon	1 045	113	645	2 379	971
Corée (Sud)	22	670	498	782	713
Malaisie	- 3	- 76	109	100	79
Pakistan	220	183	296	277	5
Philippines	- 212	775	584	- 132	6
Arabie saoudite	- 19	108	69	15	477
Singapour	3 687	2 162	4 442	- 1 177	- 17 253
Sri Lanka	6	10	6	14	6
Taiwan	55	189	116	67	120
Thaïlande	124	285	509	460	163
Emirats arabes unis	4	- 47	178	- 214	370
Vietnam	8	- 22	48	14	148
<b>Afrique</b>	<b>- 372</b>	<b>1 731</b>	<b>810</b>	<b>1 586</b>	<b>4 019</b>
dont					
Egypte	28	276	161	137	111
Côte d'Ivoire	- 16	- 2	77	79	18
Kenya	11	13	20	18	1
Maroc	6	59	34	45	57
Nigéria	3	- 6	19	22	46
Afrique du Sud	- 72	1 095	431	977	3 632
Tunisie	4	6	- 5	0	- 5
<b>Océanie</b>	<b>1 150</b>	<b>949</b>	<b>1 192</b>	<b>958</b>	<b>2 342</b>
dont					
Australie	1 138	869	1 126	819	2 289
Nouvelle-Zélande	9	58	38	114	42
<b>Ensemble des pays</b>	<b>32 666</b>	<b>63 651</b>	<b>95 068</b>	<b>72 605</b>	<b>47 819</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>7</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>8</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>10</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>11</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>3 000</b>	<b>1 037</b>	<b>11 685</b>	<b>28 739</b>	<b>1 151</b>
Chimie et plastique	2 545	955	4 724	<b>18 049</b>	<b>429</b>
Métallurgie et machines	443	- 122	<b>5 778</b>	<b>6 375</b>	<b>1 145</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	286	- 192	<b>1 381</b>	<b>3 655</b>	<b>- 980</b>
Autres industries et construction	- 273	395	- 198	<b>660</b>	<b>556</b>
<b>Services</b>	<b>- 1 841</b>	<b>- 2 221</b>	<b>26 982</b>	<b>27 034</b>	<b>- 3 006</b>
Commerce	1 773	926	<b>1 368</b>	<b>2 431</b>	<b>- 4 175</b>
Sociétés financières et holdings	- 4 550	- 7 815	<b>13 433</b>	<b>17 266</b>	<b>- 3 043</b>
Banques <sup>4</sup>	198	<b>1 759</b>	<b>1 553</b>	<b>3 420</b>	<b>2 611</b>
Assurances	- 106	309	13 370	<b>1 615</b>	<b>699</b>
Transports et communications <sup>5</sup>	- 280	1 870	- 2 065	<b>1 199</b>	<b>418</b>
Autres services <sup>6</sup>	1 125	730	<b>- 677</b>	<b>1 103</b>	<b>484</b>
<b>Total</b>	<b>1 159</b>	<b>- 1 184</b>	<b>38 667</b>	<b>55 773</b>	<b>- 1 855</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

<sup>5</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.



## 7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	- 3 924	<b>24 000</b>	<b>29 150</b>	<b>50 758</b>	<b>- 13 986</b>
UE <sup>4</sup>	- 4 034	<b>24 031</b>	<b>29 083</b>	<b>51 870</b>	<b>- 13 020</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	110	- 31	<b>68</b>	<b>- 1 112</b>	<b>- 966</b>
<b>Pays sélectionnés</b>					
Belgique	320	- 1 073	<b>69</b>	<b>931</b>	<b>- 1 976</b>
Danemark	314	1 037	<b>933</b>	<b>460</b>	<b>607</b>
Allemagne	- 295	768	<b>1 134</b>	<b>16 716</b>	<b>- 696</b>
France <sup>6</sup>	784	2 158	<b>13 895</b>	<b>1 919</b>	<b>- 1 723</b>
Italie	- 2 131	211	<b>428</b>	<b>778</b>	<b>757</b>
Luxembourg	574	- 278	<b>3 264</b>	<b>0</b>	<b>6 626</b>
Pays-Bas	- 2 437	<b>10 330</b>	<b>8 188</b>	<b>15 985</b>	<b>- 14 530</b>
Autriche	735	9 826	2 534	<b>13 031</b>	<b>833</b>
Suède	- 25	- 913	<b>73</b>	<b>949</b>	<b>207</b>
Espagne	122	500	<b>68</b>	<b>- 263</b>	<b>43</b>
Royaume-Uni <sup>7</sup>	- 1 874	1 370	<b>- 1 896</b>	<b>- 460</b>	<b>- 3 406</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>7 007</b>	<b>- 26 048</b>	<b>9 206</b>	<b>4 665</b>	<b>12 169</b>
Canada	111	- 455	<b>5 372</b>	<b>1 055</b>	<b>- 611</b>
Etats-Unis	6 896	<b>- 25 594</b>	<b>3 834</b>	<b>3 610</b>	<b>12 779</b>
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>- 1 400</b>	<b>878</b>	<b>164</b>	<b>392</b>	<b>400</b>
dont					
Centres financiers offshore <sup>8</sup>	- 1 967	653	113	<b>10</b>	<b>196</b>
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>- 524</b>	<b>- 14</b>	<b>147</b>	<b>- 42</b>	<b>- 438</b>
dont					
Israël	33	62	54	<b>45</b>	<b>32</b>
Japon	- 229	- 117	- 90	<b>- 44</b>	<b>- 446</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1 159</b>	<b>- 1 184</b>	<b>38 667</b>	<b>55 773</b>	<b>- 1 855</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>8</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

## 8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres<sup>1</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Investissements de portefeuille suisses</b>					
à l'étranger	- 53 270	- 66 323	- 53 610	- 25 008	- 70 509
Titres de créance	- 39 160	- 44 345	- 36 073	- 18 715	- 63 870
Emprunts obligataires et notes	- 48 509	- 48 521	- 46 377	- 33 804	- 67 140
Papiers monétaires	9 349	4 176	10 304	15 089	3 269
Titres de participation	- 14 110	- 21 977	- 17 537	- 6 293	- 6 639
Actions	- 2 395	6 104	5 411	7 279	- 21 986
Placements collectifs	- 11 715	- 28 081	- 22 948	- 13 572	15 347
<b>Investissements de portefeuille étrangers</b>					
en Suisse	3 597	7 172	72	1 700	32 833
Titres de créance	7 031	2 065	- 618	1 116	5 959
Emprunts obligataires et notes	5 264	- 1 466	- 953	- 612	5 347
Collectivités publiques	2 643	- 1 143	- 1 583	- 466	2 334
Autres	2 620	- 324	631	- 146	3 013
Papiers monétaires	1 768	3 532	334	1 729	611
Titres de participation	- 3 434	5 106	690	584	26 874
Actions	- 6 731	- 2 794	- 5 549	- 9 040	12 413
Placements collectifs	3 296	7 900	6 239	9 624	14 461
<b>Solde</b>	<b>- 49 673</b>	<b>- 59 151</b>	<b>- 53 538</b>	<b>- 23 308</b>	<b>- 37 677</b>

<sup>1</sup> Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

## 8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie<sup>1</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Investissements de portefeuille suisses</b>					
à l'étranger	- 53 270	- 66 323	- 53 610	- 25 008	- 70 509
Titres de créance	- 39 160	- 44 345	- 36 073	- 18 715	- 63 870
CHF	- 15 702	- 12 241	- 12 649	- 5 912	- 7 823
EUR	- 8 429	- 10 405	- 18 363	- 9 401	- 33 983
USD	- 7 314	- 14 561	- 1 046	767	- 18 192
Autres	- 7 715	- 7 139	- 4 015	- 4 168	- 3 866
Titres de participation	- 14 110	- 21 977	- 17 537	- 6 293	- 6 639
CHF	- 2 207	- 5 514	- 6 655	- 2 416	5 393
EUR	- 3 018	- 9 141	- 1 147	- 1 518	3 953
USD	- 7 493	- 4 953	- 10 060	- 2 855	- 8 780
Autres	- 1 393	- 2 369	325	495	- 7 202
<b>Investissements de portefeuille étrangers</b>					
en Suisse	3 597	7 172	72	1 700	32 833
Titres de créance	7 031	2 065	- 618	1 116	5 959
CHF	5 979	1 775	- 688	529	4 101
EUR	134	- 146	- 50	452	1 548
USD	731	349	82	89	2 452
Autres	186	87	37	46	- 2 142
Titres de participation	- 3 434	5 106	690	584	26 874
CHF	- 5 725	- 4 660	- 7 254	- 9 882	14 132
EUR	2 401	6 381	2 409	2 602	7 563
USD	78	3 225	5 627	8 182	4 742
Autres	- 189	160	- 93	- 319	437
<b>Solde</b>	<b>- 49 673</b>	<b>- 59 151</b>	<b>- 53 538</b>	<b>- 23 308</b>	<b>- 37 677</b>

<sup>1</sup> Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

## 9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie<sup>1</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Crédits à l'étranger</b>	<b>- 16 914</b>	<b>- 73 460</b>	<b>- 33 352</b>	<b>- 290 896</b>	<b>362 775</b>
CHF	- 996	408	- 2 429	- 13 757	<b>17 684</b>
USD	- 36 548	- 69 313	- 31 920	<b>44 260</b>	<b>116 833</b>
EUR	17 504	- 2 245	13 200	- 36 493	<b>28 539</b>
Autres monnaies	3 884	- 772	- 10 450	- 285 928	<b>191 347</b>
Toutes les monnaies	- 16 156	- 71 922	- 31 599	<b>- 291 918</b>	<b>354 403</b>
Métaux précieux	- 758	- 1 539	- 1 753	1 022	<b>8 371</b>
<b>Crédits de l'étranger</b>	<b>33 803</b>	<b>75 529</b>	<b>56 566</b>	<b>296 587</b>	<b>- 299 926</b>
CHF	- 5 555	<b>9 191</b>	<b>1 150</b>	<b>7 331</b>	- 5 679
USD	<b>61 897</b>	<b>40 225</b>	- 11 607	<b>117 390</b>	- 134 639
EUR	<b>1 005</b>	<b>2 942</b>	<b>45 198</b>	- 38 037	<b>3 218</b>
Autres monnaies	- 25 037	<b>22 494</b>	<b>17 494</b>	<b>210 655</b>	- 154 984
Toutes les monnaies	<b>32 310</b>	<b>74 852</b>	<b>52 235</b>	<b>297 338</b>	- 292 083
Métaux précieux	1 493	677	4 330	- 751	- 7 843
<b>Solde</b>	<b>16 889</b>	<b>2 069</b>	<b>23 213</b>	<b>5 691</b>	<b>62 848</b>
CHF	- 6 551	<b>9 599</b>	- 1 279	- 6 426	<b>12 005</b>
USD	<b>25 349</b>	- 29 088	- 43 527	<b>161 650</b>	- 17 806
EUR	<b>18 509</b>	<b>697</b>	<b>58 398</b>	- 74 530	<b>31 757</b>
Autres monnaies	- 21 153	<b>21 722</b>	<b>7 044</b>	- 75 273	<b>36 364</b>
Toutes les monnaies	<b>16 154</b>	<b>2 931</b>	<b>20 636</b>	<b>5 420</b>	<b>62 320</b>
Métaux précieux	735	- 862	2 578	271	<b>529</b>

<sup>1</sup> Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

## 10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches<sup>1, 2, 3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Crédits à l'étranger</b>	<b>- 12 955</b>	<b>3 357</b>	<b>3 767</b>	<b>- 40 403</b>	<b>2 955</b>
<b>Industrie</b>	<b>2 381</b>	<b>2 995</b>	<b>166</b>	<b>- 1 669</b>	<b>- 1 589</b>
Chimie et plastique	60	2 225	- 537	- 982	- 229
Métallurgie et machines	- 825	596	237	- 36	186
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 016	- 56	405	- 645	- 1 580
Autres industries et construction	131	230	61	- 6	34
<b>Services</b>	<b>- 15 336</b>	<b>362</b>	<b>3 602</b>	<b>- 38 734</b>	<b>4 544</b>
Commerce	- 5 681	- 5 205	- 1 273	- 10 254	3 228
Sociétés financières et holdings	- 4 525	10 156	773	- 24 710	- 4 729
Assurances	- 5 017	- 4 595	3 996	- 3 331	4 741
Transports et communications	45	716	- 107	- 228	- 134
Autres services	- 159	- 711	213	- 212	1 438
<b>Crédits de l'étranger</b>	<b>280</b>	<b>13 531</b>	<b>11 871</b>	<b>46 970</b>	<b>- 13 996</b>
<b>Industrie</b>	<b>- 3 002</b>	<b>256</b>	<b>- 51</b>	<b>2 316</b>	<b>4 087</b>
Chimie et plastique	- 4 301	416	714	- 1 196	- 89
Métallurgie et machines	666	- 313	286	1 962	1 302
Electronique, énergie, optique et horlogerie	132	141	- 983	609	1 588
Autres industries et construction	501	12	- 68	940	1 286
<b>Services</b>	<b>3 282</b>	<b>13 275</b>	<b>11 921</b>	<b>44 653</b>	<b>- 18 083</b>
Commerce	2 604	6 317	176	17 503	- 8 588
Sociétés financières et holdings	701	- 1 185	11 414	14 103	6 456
Assurances	438	7 885	- 490	8 135	- 16 197
Transports et communications	- 128	85	12	2 944	244
Autres services	- 334	173	809	1 969	2
<b>Solde</b>	<b>- 12 674</b>	<b>16 888</b>	<b>15 638</b>	<b>6 566</b>	<b>- 11 042</b>
Industrie	- 620	3 251	115	647	2 497
Services	- 12 054	13 637	15 523	5 919	- 13 539

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE), et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

## **Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements**

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

### **Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)**

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

### **Bulletin mensuel de statistiques économiques**

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements.

### **Renseignements**

bop@snb.ch



